

A l'attention de
ETPC

Pour le compte de
COLAS MAYOTTE

Date
Mai 2018

Référence
FRCLSDE001-R1.V3

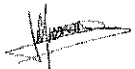


DEMBENI (976) DOSSIER D'ENREGISTREMENT – INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS INERTES RELEVANT DE LA RUBRIQUE 2760 DE LA NOMENCLATURE DES I.C.P.E.



DEMBENI (976)

DOSSIER D'ENREGISTREMENT - INSTALLATION DE STOCKAGE DE DECHETS INERTES RELEVANT DE LA RUBRIQUE 2760 DE LA NOMENCLATURE DES I.C.P.E.

Référence **FRCLSDE001-R1.V3**
Version **V3**
Date **23/05/2018**
Rédacteur **Nicolas Delhomme**
Vérificateur **Frédérique Yackowlew**
Approbateur **Christian Blangis**

Rédacteur :	
Vérificateur :	
Approbateur :	

Ramboll a rédigé ce document avec tout le soin et le professionnalisme nécessaires. Ramboll a fait appel à ses personnels et à ses moyens dans les limites qui lui ont été accordées par son Client. Ce document est confidentiel et a pour seul destinataire le Client. Ramboll ne reconnaît aucune responsabilité envers des tiers qui auraient eu communication de tout ou partie de ce document, sauf accord formel préalable de Ramboll. Tout tiers quel qu'il soit, se fie à ce document à ses propres risques. Ramboll ne reconnaît aucune responsabilité envers son Client ou envers toute autre partie, concernant tout sujet qui n'entrerait pas dans le cadre de la mission convenue avec le Client.

Révision du Document

Révision	Date	Rédacteur	Vérificateur	Approbateur	Description
V1	02/01/2017	NDE	FYA	CBL	Version finale remise à ETPC
V2	10/05/2017	NDE	FYA	CBL	Version finale intégrant les commentaires de l'administration
V3	23/05/2018	NDE	FYA	CBL	Version finale intégrant les commentaires de l'administration
Contact client Directeur de projet	Frédérique Yackowlew fyackowlew@ramboll.com Tél : 04 42 90 74 96				
Ramboll France 155, rue Louis de Broglie, Immeuble le Cézanne 13100 AIX EN PROVENCE Tel : +33 (0)4 42 90 74 96 Fax : +33 (0)4 42 90 71 58	SAS au capital de 38 115 € Représentant Légal : José Fernandez RCS AIX EN PROVENCE 2002 B 1288 SIRET : 443 685 029 00094 APE : 7112B				

Immeuble Le Cézanne
155 rue Louis de Broglie
13100 Aix-en-Provence
T +33 (0)4 42 90 74 96
F +33 (0)4 42 90 71 58
www.ramboll-environ.com

SOMMAIRE

1.	INTRODUCTION	1
1.1	Contexte	1
1.2	Objet et contenu de la demande d'enregistrement	1
1.2.1	Réglementation	1
1.2.2	Contenu de la demande	1
2.	PRESENTATION DU PETITIONNAIRE	3
2.1	Présentation du groupe COLAS	3
2.2	Présentation d'ETPC	4
2.3	Capacités techniques et financières	5
2.3.1	Capacités techniques	5
2.3.1.1	Expériences techniques	5
2.3.1.2	Les moyens humains	5
2.3.1.3	Démarche Qualité Sécurité Environnement	5
2.3.2	Capacités financières	5
3.	LOCALISATION DU PROJET	6
3.1	Situation géographique	6
3.2	Localisation cadastrale	7
3.3	Accès au site	7
4.	NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES	8
4.1	Nature et origine des déchets inertes	8
4.2	Capacité du centre de stockage et phasage d'exploitation	9
4.3	Procédé d'exploitation	10
4.4	Risques naturels relatifs aux chutes de blocs et glissement de terrain	10
4.5	Effectif et horaires de travail	10
4.6	Situation réglementaire du projet	11
4.6.1	Classement ICPE du projet	11
4.6.2	Situation réglementaire : Loi sur l'Eau	11
4.6.3	Etude d'impact	12
5.	COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES ET D'URBANISME	13
5.1	Etude de la compatibilité du projet avec les dispositions d'urbanisme	13
5.2	Etude de la compatibilité du projet avec les dispositions afférentes aux milieux naturels	13
5.2.1	Espaces naturels protégés ou inventoriés	13
5.2.1.1	Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)	13
5.2.1.2	Inventaires des zones humides	14
5.2.1.3	Parc marin de Mayotte	14
5.2.2	Protections réglementaires	14
5.2.2.1	Réserve naturelle nationale	14

5.2.2.2	Réserve naturelle régionale	14
5.2.2.3	Arrêtés préfectoraux de protection de biotopes	14
5.2.2.4	Espaces Naturels Sensibles	14
5.2.2.5	Forêts de protection	15
5.2.3	Gestion contractuelle et engagements internationaux	15
5.2.3.1	Parcs nationaux	15
5.2.3.2	Parcs naturels régionaux	15
5.2.3.3	Inventaire Natura 2000	15
5.2.3.4	ZICO	15
5.2.3.5	Convention de Ramsar	15
5.2.3.6	Réserve de Biosphère	16
5.2.3.7	Forêts relevant du régime forestier	16
5.2.4	Dispositions singulières et compatibilité du projet	16
5.3	Etude de la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes d'aménagement et de gestion	16
5.3.1	SDAGE	16
5.3.2	Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI)	17
5.3.3	Schéma d'Aménagement Régional	18
6.	ETUDE DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS A L'ARRETE MINISTERIEL POUR LA RUBRIQUE SOUMISE A ENREGISTREMENT	19

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Localisation des sites de production et de vente d'ETPC	4
Figure 2 : Localisation du site du projet	6
Figure 3 : Localisation des parcelles cadastrales du projet.....	7

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Parcelles cadastrales et emprises concernées par le site	7
Tableau 2 : Liste des déchets inertes admissibles au sens de l'AM du 12 décembre 2014 (Annexe I)	8
Tableau 3 : Classement ICPE du projet.....	11
Tableau 4 : Liste des rubriques au regard de la nomenclature Eau	12
Tableau 5 : Situation du projet vis-à-vis de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement	12
Tableau 6 : Position du projet vis-à-vis du SDAGE	17
Tableau 7 : Position du projet vis-à-vis du SDAGE	18

ANNEXES

Annexe 1

Dossier Plans du Projet

Annexe 2

Plans réglementaires

Annexe 3

Etude géologique et hydrogéologique

Annexe 4

Réponses du propriétaire des terrains et de la mairie de Dembéné sur la remise en état du site

Annexe 5

Notice sur les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement

Annexe 6

Receissé demande de défrichement

1. INTRODUCTION

1.1 Contexte

Afin de remblayer les zones excavées par l'activité d'extraction de roche massive de l'ancienne carrière d'Hajangua. (Dembéni - 976), ETPC envisage de réceptionner des déchets inertes non dangereux dans une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) non dangereux.

Le périmètre géographique de provenance des déchets inertes réceptionnés sur le site sera constitué exclusivement par les communes du département de Mayotte. Ces déchets seront issus des sociétés du Groupe COLAS implantées à Mayotte et de chantiers du BTP.

Ce projet relève du régime de l'Enregistrement de la nomenclature des Installations Classées pour l'Environnement (ICPE) au titre de la rubrique 2760-3 - *Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 - Installations de stockage de déchets inertes*.

Le présent dossier vise donc à établir la demande d'enregistrement de cette installation en application des articles R512-46-1 et suivants du Code de l'Environnement.

1.2 Objet et contenu de la demande d'enregistrement

1.2.1 Réglementation

Le régime d'enregistrement a été mis en place au niveau législatif par l'ordonnance du 11 juin 2009. Le décret du 13 avril 2010, codifié aux articles R. 512-46-1 et suivants du Code de l'Environnement, précise les procédures applicables dans ce cadre et le contenu du dossier d'Enregistrement.

Note : le Décret n° 2015-1614 du 09/12/15 modifiant et simplifiant le régime des installations classées pour la protection de l'environnement et relatif à la prévention des risques, comprend des dispositions qui modifient le régime de l'Enregistrement. Toutefois, ces dispositions ne seront applicables qu'à partir du 16 mai 2017.

1.2.2 Contenu de la demande

La présente demande d'enregistrement est constituée conformément à l'article R 512-46-3 du Code de l'Environnement.

Elle comprend des éléments administratifs relatifs à l'exploitant, l'emplacement (assorti de cartes et plans) et « *la description, la nature et le volume des activités que le demandeur se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dont l'installation relève* ».

La description reste succincte dans le cadre d'un dossier d'enregistrement ; elle permet au public de comprendre quelle est l'installation projetée et en quoi elle consiste (cette demande sera en effet mise en ligne sur Internet et fera l'objet d'un avis d'affichage avant et lors de la mise à disposition du public).

La demande est complétée par le dossier défini à l'article R 512-46-4 du Code de l'Environnement qui comprend les éléments suivants :

- les cartes et plans suivants :
 - une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée ;
 - un plan, à l'échelle de 1/2 500 au minimum, des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres ;

- un plan d'ensemble, à l'échelle de 1/200 au minimum, indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, le tracé des réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau. Une échelle plus réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration ;
- le document d'appréciation de la compatibilité avec l'affectation des sols prévue dans les documents d'urbanisme de la commune ;
- le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme ;
- les capacités techniques et financières de l'exploitant ;
- les éléments de compatibilité avec certains plans et programmes définis au point 9° de l'article R. 512-46-4 du Code de l'Environnement : schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), schémas d'aménagement de gestion des eaux (SAGE), etc... ;
- la justification de conformité à la réglementation des installations classées et plus particulièrement à l'arrêté de prescriptions générales correspondant à la rubrique dont l'installation relève. Ce dernier point constitue la pièce principale du dossier. Pour chaque prescription principale, seront explicités et commentés les choix techniques projetés pour respecter cette prescription (éléments techniques montrant comment ces prescriptions seront respectées).

Le dossier comprend ainsi un tableau d'audit de conformité du projet par rapport à **l'Arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.**

2. PRESENTATION DU PETITIONNAIRE

2.1 Présentation du groupe COLAS

Données : www.colas.com



COLAS est un leader mondial de la **construction** et de l'**entretien des infrastructures de transport**, qui répond aux enjeux de mobilité, d'urbanisation et d'environnement.

Le Groupe COLAS est présent dans tous les métiers liés à la construction et l'entretien des routes et de toute autre forme d'infrastructures de transport ou d'aménagements urbains, à travers deux pôles d'activités :

- la Route (incluant des activités de génie civil et de bâtiment), cœur de métier du Groupe,
- des activités de Spécialités (Ferroviaire, Etanchéité, Vente de produits raffinés, Sécurité signalisation routière, Pipeline).

La Route représente 80% de l'activité du Groupe COLAS. Elle comprend :

- la construction et l'entretien de routes, autoroutes, pistes d'aéroport, plateformes portuaires, industrielles et logistiques, voiries et aménagements urbains, voies de transports en commun en site propre (tramways et voies de bus), aires de loisirs, pistes cyclables, circuits automobiles, aménagements environnementaux. Une activité de génie civil (petits et grands ouvrages) ainsi que, dans certaines régions, une activité de bâtiment (construction neuve, réhabilitation et démolition/déconstruction) viennent compléter l'activité des filiales routières ;
- en amont de la construction, une importante activité industrielle de **production et de recyclage de matériaux de construction** (granulats, émulsions et liants, enrobés, béton prêt à l'emploi, bitume), à partir d'un réseau international dense de **carrières**, usines d'émulsion, centrales d'enrobage, **centrales à béton** et de deux usines de production de bitume.

Implanté sur tous les continents, dans une cinquantaine de pays, à travers un réseau de 800 unités d'exploitation de travaux et 2 000 unités de production de matériaux, COLAS rassemble 60 000 collaborateurs, dont près de la moitié hors de France métropolitaine, et réalise plus de 100 000 chantiers par an.

En 2014, le chiffre d'affaires consolidé de COLAS a atteint 12,4 milliards d'euros, dont 47% ont été réalisés à l'international, et le résultat net part du Groupe est de 604 millions d'euros.

COLAS est présent dans tous les Départements d'Outre-Mer, dont Mayotte.

2.2 Présentation d'ETPC



ETPC (Entreprise de Travaux Publics et de Concassage) est une filiale du Groupe COLAS, active depuis plus de vingt ans à Mayotte.

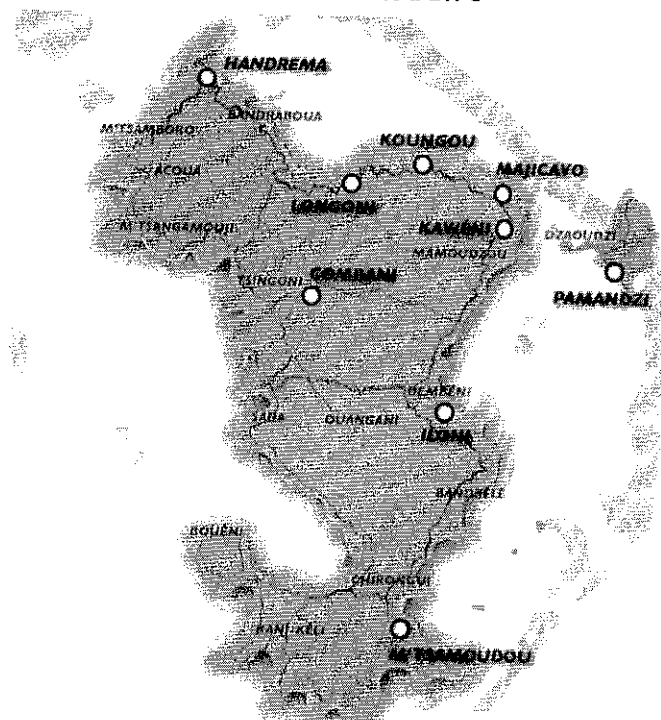
ETPC est organisée autour de deux activités :

- l'extraction, le concassage de roches et la commercialisation de granulats sur 3 sites différents : Kougou, M'tsamoudou, et Pamandzi,
- la production, la vente de béton prêt à l'emploi sur les sites de Majicavo et de Pamandzi et de produits préfabriqués en béton sur les sites de Majicavo et Longoni.

L'entreprise dispose de 5 dépôts de vente sur les sites de M'tsamoudou, Combani, Iloni, Pamandzi et Hendrema où l'ensemble de la gamme des produits ETPC est disponible à la vente.

ETPC est présent sur le marché de la construction aux côtés des particuliers et des professionnels du bâtiment et travaux publics depuis 1994.

Figure 1 : Localisation des sites de production et de vente d'ETPC



2.3 Capacités techniques et financières

2.3.1 Capacités techniques

2.3.1.1 Expériences techniques

ETPC est organisée autour de deux activités :

- l'extraction, le concassage de roches et la commercialisation de granulats sur 3 sites différents : Koungou, M'tsamoudou, et Pamandzi,
- la production, la vente de béton prêt à l'emploi sur les sites de Majicavo et de Pamandzi et de produits préfabriqués en béton sur les sites de Majicavo et Longoni.

L'entreprise dispose de 5 dépôts de vente sur les sites de M'tsamoudou, Combani, Iloni, Pamandzi et Hendrema où l'ensemble de la gamme des produits ETPC est disponible à la vente.

2.3.1.2 Les moyens humains

La société ETPC est composée de 140 personnes, réparties comme suit répartis en 5 pôles principaux : Organisation administrative, Service commercial, Activité carrières, Pôle béton, QSE et foncier et Service du matériel.

ETPC emploiera 2 personnes sur le site de l'ISDI de Labomaré.

2.3.1.3 Démarche Qualité Sécurité Environnement

A l'image de toutes les filiales du groupe COLAS, ETPC assure la qualité et la sécurité de ses productions en conformité avec des référentiels reconnus et réputés.

Ainsi, ETPC s'inscrit dans une démarche de qualité et de sûreté afin de satisfaire les besoins de ses clients et de répondre aux exigences réglementaires en vigueur.

Dans cette démarche Qualité Sécurité Environnement, et dans une quête d'amélioration permanente de ces produits et services, ETPC s'est engagé au respect des normes de certification (ISO 9001), Environnement (ISO 14001), Management de l'énergie (ISO 50001) et Hygiène-Sécurité (OHSAS 18001), une quadruple certification obtenue sous le contrôle du Bureau Veritas Certification en septembre 2007, puis renouvelée en septembre 2016.

2.3.2 Capacités financières

La tenue financière d'ETPC, filiale du Groupe COLAS, est assurée et garantie par le Groupe COLAS.

L'appartenance d'ETPC au Groupe COLAS conforte cette société en termes de capacités financières mais aussi techniques. En effet, le groupe COLAS est aujourd'hui un opérateur français de premier plan et l'un des leaders mondiaux pour la **production et de recyclage de matériaux de construction**.

ETPC dispose des capacités financières nécessaires pour mener à bien l'exploitation des futures activités du site.

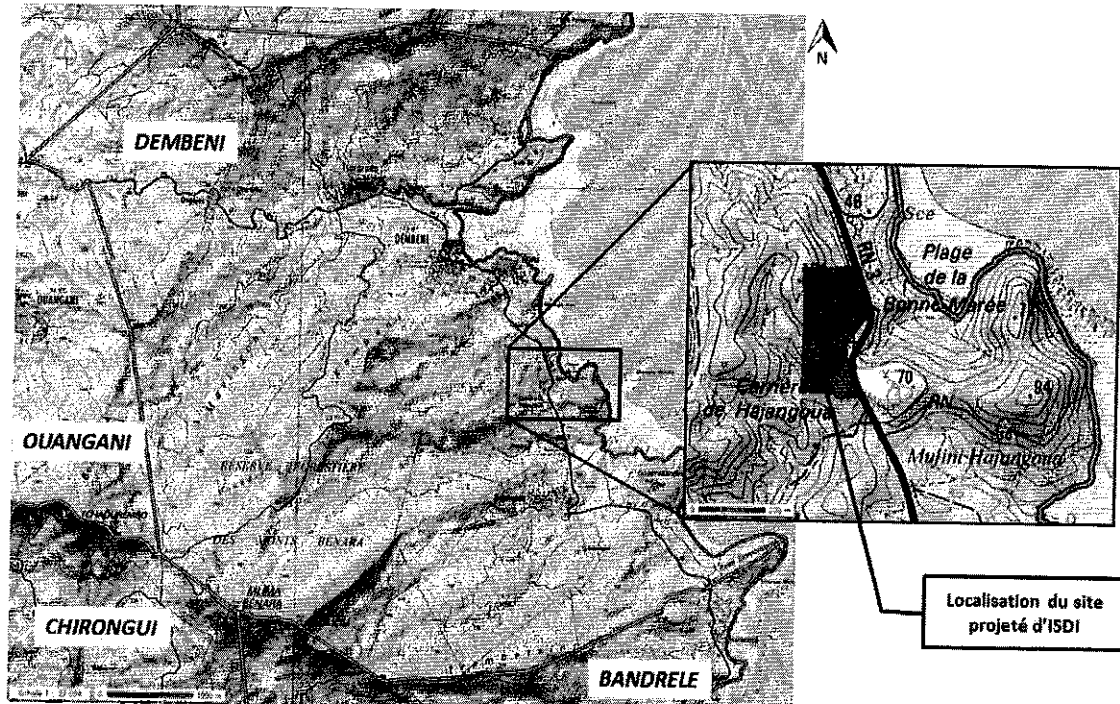
3. LOCALISATION DU PROJET

3.1 Situation géographique

Le projet de création de l'ISDI se localise sur la commune de Dembèni, au sud de la commune de Mamoudzou, dans le département de Mayotte (976).

Il se situe plus précisément au niveau du lieu-dit « La Bonne Marée » ou « Labomaré » au niveau de l'ancienne carrière de Hajangua et au bord de la RN3.

Figure 2 : Localisation du site du projet



Les cartes et plans requis au titre des points 1 à 3 de l'article R.512-46-4 du Code de l'Environnement sont présentés en Annexe 2 :

- la carte 1/25 000^{ème} avec indication de l'emplacement de l'installation projetée ;
 - le plan, à l'échelle 1/2 500^{ème} des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres ;
 - un plan d'ensemble, à l'échelle de 1/500^{ème}, indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, le tracé des réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau.
- NB : par le présent dossier, ETPC formule une demande de dérogation à la Préfecture en bonne et due forme de la fourniture du plan d'ensemble, qui doit être théoriquement fourni à l'échelle 1/200^{ème}.*

3.2 Localisation cadastrale

Le périmètre de l'installation classée ISDI représente une surface totale de 52 361 m².

Le site est situé sur les parcelles cadastrales n°9, 39 et 73 de la section cadastrale AY de la commune de Dombéni.

La parcelle 73 est actuellement occupée par une activité de dépôt/vente de parpaings gérée par ETPC. Cette activité ne relève pas de la nomenclature ICPE mais est intégrée au périmètre ICPE pour des raisons pratiques (gestion de la clôture du site, gestion commune des eaux pluviales et usées).

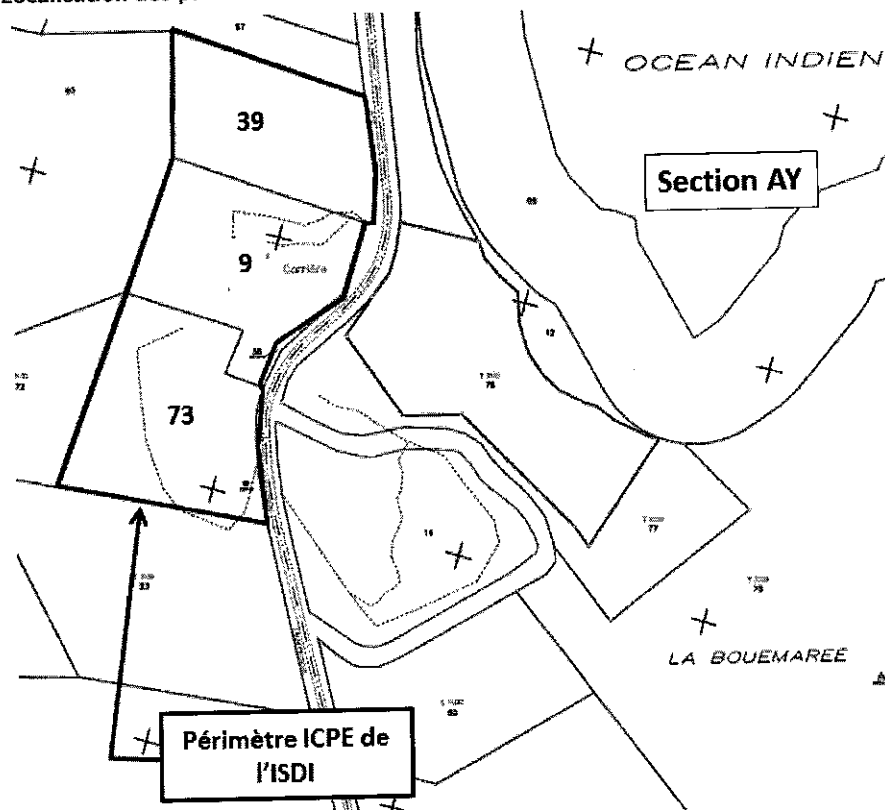
L'emprise du projet occupe les parcelles suivantes :

Tableau 1 : Parcelles cadastrales et emprises concernées par le site

Commune	Section	Parcelle	Surface (m ²)
DEMBENI	AY	9	17 689
DEMBENI	AY	39	15 199
DEMBENI	AY	73	19 473
TOTAL			52 361

Dans le cadre de ce projet, ETPC se rendra propriétaire de la parcelle 9 de la section cadastrale AY de la commune de Dombéni. Les autres parcelles cadastrales concernées par l'emprise du site (AY 39 et 73) sont louées à leur propriétaire (famille MAROT).

Figure 3 : Localisation des parcelles cadastrales du projet



3.3 Accès au site

L'accès au site se fera par l'entrée actuelle du site de vente de parpaings.

4. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

4.1 Nature et origine des déchets inertes

La définition d'un déchet inerte a été intégrée à l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement.

Un déchet inerte est un déchet répondant à la définition suivante : « *tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine* ».

Les déchets qui seront réceptionnés sur le site seront uniquement ceux mentionnés à l'annexe I de l'Arrêté ministériel (AM) du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517¹ et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760² de la nomenclature des installations classées.

Tableau 2 : Liste des déchets inertes admissibles au sens de l'AM du 12 décembre 2014 (Annexe I)

Code déchet (1)	Description (1)	Restriction
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique
15 01 07	Emballage en verre	Triés
19 12 05	Verre	Triés

(1) Annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

¹ Installations de traitement, de tri, de transit et de valorisation de déchets inertes non dangereux

² Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI)

Tout déchet ne faisant pas partie de la liste ci-dessus ne sera pas accepté.

Conformément à l'Annexe I de l'AM du 12 décembre 2014, ces déchets sont admissibles en Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) non dangereux sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue à l'Article 3.

Aucune procédure d'acceptation préalable (tests de lixiviation, etc...) ne sera donc nécessaire, hormis pour les déchets d'enrobés bitumineux (17 03 02) qui feront l'objet d'un test de détection pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron.

Le test de détection sera réalisé selon la méthodologie PAK MARKER sur un échantillon de déchets par le laboratoire de la société COLAS. En effet, COLAS est la seule société susceptible de confier des déchets bitumineux. L'acceptation des déchets sur le site ne se ferait alors que sur réception d'un certificat de résultat négatif au test de PAK MARKER.

Ces déchets proviendront à 100% de chantiers du BTP.

4.2 Capacité du centre de stockage et phasage d'exploitation

Volume et durée des activités

Le site accueillera un volume maximum de 308 000 m³ de déchets inertes au terme des 30 années d'exploitation sollicitées. La capacité moyenne est donc de $308\ 000/30 = 10\ 266$ m³/an.

La capacité maximale quant à elle est de 30 000 m³/an, permettant ainsi de répondre à des aléas de pics d'activité.

La hauteur des stocks a été calée sur la topographie des terrains voisins afin de reconstituer le caractère paysager local.

Le phasage sera réalisé en 6 grandes phases quinquennales.

Le Dossier Plans du dossier en Annexe 1 présente :

- Le plan d'altimétrie actuelle du site (T0),
- Les plans de phasage : ces plans indiquent l'évolution de l'altimétrie du site au cours de l'exploitation ainsi que la zone exploitée durant la phase considérée (cette zone apparaît en vert sur chaque plan de phasage),
- 2 plans en coupe du site à T0+30 ans,
- 2 vues 3D aériennes permettant de visualiser la morphologie du site à la fin de l'exploitation.

La superficie en exploitation pour chaque phase est la suivante :

Phase	Surface de la zone d'exploitation
T0+5	11 770 m ²
T0+10	13 540 m ²
T0+15	12 000 m ²
T0+20	12 600 m ²
T0+25	10 560 m ²
T0+30	9 780 m ²

Le phasage de l'exploitation a été réfléchi de manière à permettre un réaménagement progressif et coordonné des terrains.

4.3 Procédé d'exploitation

A son arrivée, le camion passe par la bascule située au dépôt de parpaings et granulats (AY 73). Le caissier et responsable du dépôt effectue alors un 1^{er} contrôle visuel et par caméra. Si la livraison est acceptable (notamment après réception d'un certificat de résultat négatif au test de PAK MARKER), le camion est orienté vers le bon casier de l'ISDI (ou vers la zone tampon en cas de présence de déchets béton ferrailés). Un 2nd contrôle visuel est effectué par le chauffeur de chargeur lors du déchargement dans le casier.

Compte tenu de la nature des déchets réceptionnés (déchets issus du BTP), des déchets de ferraille seront triés. Lorsqu'une livraison contient de tels déchets, ils sont déchargés sur une zone tampon afin d'effectuer le tri. Les déchets béton sont ensuite repris et déchargés dans un casier de l'ISDI, et les déchets de ferraille sont acheminés en centre de tri (ENZO RECYCLAGE).

4.4 Risques naturels relatifs aux chutes de blocs et glissement de terrain

La zone du projet se trouve, pour ses parties Sud et Ouest, au pied d'une falaise (ancienne carrière de roche massive). Toute la partie Nord est une ancienne exploitation de pouzzolane abandonnée mais laissée en talus par gradins successifs jusqu'à la limite de propriété. Un rideau d'arbustes planté il y a plusieurs années sur un talus de terre le long de la RN ferme cette « ceinture de protection » sur tout le périmètre Est.

La surface restante constitue une plateforme basse au centre du projet.

Le stockage des déchets inerte se fera en formant des talus par gradins successifs jusqu'à la limite haute du site (cf. plans du phasage quinquennal : de T0 à T0 + 30 ans joints en annexe B). Ces talus seront constitués selon les règles de l'art en mécanique des sols avec des pentes ne dépassant pas 45° (1h/1v tout au plus) et une hauteur limitée à 8 mètres afin de permettre leur stabilité.

De plus les tas seront compactés et étalés régulièrement par des engins.

Le talus et le rideau d'arbustes existant le long de la RN, sur tout le périmètre Est empêchera tout risque d'éboulement vers la voie publique.

4.5 Effectif et horaires de travail

L'ISDI emploiera 2 personnes, présentes pendant les horaires d'ouverture suivants :

Tableau 1 : horaires de fonctionnement du site

Jours d'ouverture	Horaires d'ouvertures	
Lundi	07h00 – 12h00	13h00 – 16h00
Mardi		
Mercredi		
Jeudi		
Vendredi	07h00 – 12h00	13h00 – 15h00

Le site sera fermé les samedis, les dimanches et les jours fériés.

4.6 Situation réglementaire du projet

4.6.1 Classement ICPE du projet

Tableau 3 : Classement ICPE du projet

Rubrique	Désignation de l'activité	Volume de l'activité	Régime
2760-3	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 3. Installations de stockage de déchets inertes	10 000 m ³ /an en moyenne sur 30 ans 30 000 m ³ /an au maximum	E
2713	Transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux. La surface de stockage étant inférieure à 100 m ² .	La surface de la zone de stockage des ferrailles sera inférieure à 100 m ²	NC

Le projet relève du régime de l'Enregistrement au titre de la rubrique 2760-3.

Le projet ne relève d'aucune rubrique 3000³ et n'est donc pas IED.

4.6.2 Situation réglementaire : Loi sur l'Eau

Le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié par l'arrêté du 11 septembre 2003 définit la nomenclature des IOTA (Installations, Ouvrages, Travaux et Activités) soumis à autorisation (A) ou déclaration (D) au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement.

Selon l'article L.214-1 du Code de l'Environnement, sont soumis à la Loi sur l'Eau les installations ne figurant pas à la nomenclature des installations classées.

La réalisation d'ouvrages, travaux, activités susceptibles de porter atteinte à l'eau et aux milieux aquatiques est soumise à autorisation ou déclaration au titre de la loi sur l'eau, en application des articles R.214-1 et suivants du Code de l'Environnement. La liste des ouvrages soumis à déclaration ou à autorisation est précisée dans les articles R.214-1 à R.214-5 du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article L.214-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant d'une installation classée à autorisation n'est pas soumis aux règles de procédure issues de la loi sur l'eau, la réglementation ICPE primant.

³ En particulier le site ne relève pas de la rubrique 3540 Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du Code de l'Environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes

Le tableau ci-dessous cite, pour mémoire, le classement des travaux et activités du site au regard de la nomenclature eau.

Tableau 4 : Liste des rubriques au regard de la nomenclature Eau

N° DE LA NOMENCLATURE	RUBRIQUE	VOLUME	A ou D (Autorisation ou Déclaration)
2.1.5.0.	2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).	Le projet n'engendre pas d'imperméabilisation de sols	Non classé

Aucun prélèvement d'eau (souterraine ou de surface) n'est prévu dans le cadre du projet. L'eau d'arrosage du site aura pour origine :

- En période humide : elle sera prélevée dans le bassin de décantation des eaux pluviales du site,
- En période sèche : elle sera acheminée du site ETPC de M'Tsamoudou par camion-citerne.

4.6.3 Etude d'impact

Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements peuvent être soumis de façon systématique à étude d'impact ou après examen au cas par cas. Après examen au cas par cas, seuls les projets identifiés par l'autorité environnementale comme étant susceptibles d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement doivent suivre la procédure d'étude d'impact (articles R. 122-1 à R. 122-15 du Code de l'Environnement).

Le projet d'ISDI nécessitant le défrichement d'une surface boisée, il est concerné par la rubrique 47 de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement :

Tableau 5 : Situation du projet vis-à-vis de l'article R.122-2 du Code de l'Environnement

Catégories d'aménagements, d'ouvrages et de travaux	PROJETS soumis à étude d'impact	PROJETS soumis à la procédure de " cas par cas " en application de l'annexe III de la directive 85/337/ CE	Situation du projet
47. Premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion des sols.	a) Défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, égale ou supérieure à 25 hectares	a) Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare. b) Autres déboisements en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale, même fragmentée, de plus de 0,5 hectare.	Non concerné

5. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES ET D'URBANISME

5.1 Etude de la compatibilité du projet avec les dispositions d'urbanisme

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Dombéni définit les règles d'urbanisme applicables sur son territoire. Il intègre le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) de Mayotte qui définit les orientations d'urbanisme à long terme sur la commune.

Le PLU a été approuvé le 19 février 2011 par le Conseil municipal de Dombéni.

Le site est localisé en **zone N (zones naturelles)** qui couvre les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

Toutefois, les parcelles du projet sont situées en zone N « **Zone naturelle et exploitation carrière** ».

S'agissant des stockages de matériaux inertes, le PLU stipule que dans l'attente d'une mise à jour du document produit par le BRGM (Inventaire des sites de dépôts pour déblais à Mayotte, juin 2004), il est possible d'ouvrir de nouveaux sites de dépôts de déchets inertes en zone A et N « *dès lors que leur installation est techniquement justifiée à cet emplacement et sous réserve d'un réaménagement du site à l'issue de l'exploitation dans le respect de la vocation agricole. Les sites existants pouvant être renouvelés, aménagés et éventuellement agrandis.* »

La création d'une ISDI au niveau de l'ancienne carrière d'Hajangoua est compatible avec le PLU puisque celui-ci précise que « *La Carrière d'Hajangoua a été sommairement réaménagée. La restauration du site et son intégration paysagère doivent être améliorées* » et que « *compte tenu de la situation de la carrière éloignée des villages d'Iloni et de Hajangoua, la commune de Dombéni affirme le retour à l'état naturel de la carrière et son réaménagement après sa durée d'exploitation. Elle tolère toutefois des activités complémentaires pendant la durée de l'exploitation.* »

Enfin on notera que le PLU précise que l'activité actuelle parpaing de ETPC est « *créatrice d'emploi est à pérenniser* ».

En conclusion, le projet est conforme à l'ensemble des prescriptions du PLU applicables au secteur dans lequel il prend place.

5.2 Etude de la compatibilité du projet avec les dispositions afférentes aux milieux naturels

5.2.1 Espaces naturels protégés ou inventoriés

5.2.1.1 Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

La Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) est un inventaire qui localise et identifie les zones naturelles dont l'intérêt écologique, faunistique ou floristique repose, soit sur l'équilibre et la richesse de l'écosystème, soit sur la présence d'espèces de plantes ou d'animaux rares et menacés.

En tant qu'outil de connaissance du patrimoine naturel, cet inventaire n'a pas de valeur juridique. Les ZNIEFF ne sont pas opposables aux tiers et ne sont pas des servitudes d'utilité publique. Cependant, ces éléments, révélateurs d'un intérêt biologique du territoire, doivent être pris en compte par les administrations.

Il existe deux types de ZNIEFF que l'on distingue ainsi :

- les ZNIEFF de type I, secteurs d'une superficie en général limitée, caractérisés par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux, rares, remarquables, ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations même limitées ;

- les ZNIEFF de type II, grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau, estuaire, ...) riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques, en tenant compte, notamment, du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice.

Aucune base de données sur les périmètres des ZNIEFF à Mayotte n'est actuellement disponible.

Les ZNIEFF sont en cours d'élaboration sur le département de Mayotte. Aucune donnée n'est communiquée sur les futurs périmètres.

5.2.1.2 Inventaires des zones humides

Il n'y a pas de zone humide d'importance majeure suivie par l'Observatoire National des Zones Humides recensée dans le rayon de 3 km autour du site.

5.2.1.3 Parc marin de Mayotte

Le Parc naturel marin de Mayotte a été créé par décret le 18 janvier 2010. C'est le premier parc naturel marin créé en outre-mer.

La création du Parc naturel marin de Mayotte tient notamment à son lagon d'exception et à une biodiversité très riche et encore mal connue. Ceinturée d'une barrière récifale de 195 km de long, le lagon de Mayotte présente également une seconde barrière interne, phénomène géologique très rare. Il abrite des habitats tels que mangroves et herbiers et est le refuge d'espèces emblématiques menacées notamment des dugongs, des tortues marines et des baleines. La préservation des ressources marines et le développement durable d'activités constituent un des enjeux majeurs du Parc.

Le Parc n'est pas une réserve naturelle ni une zone interdite à l'exploitation. Il se veut un outil de surveillance et de gestion dont la réglementation et la répartition des différents usages seront établies en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés. L'objectif est d'assurer la gestion durable des ressources du Parc.

La zone d'étude s'intègre dans le Parc naturel marin de Mayotte.

5.2.2 Protections réglementaires

5.2.2.1 Réserve naturelle nationale

Il n'y a pas de réserve naturelle nationale recensée dans le rayon de 3 km autour du site.

5.2.2.2 Réserve naturelle régionale

Il n'y a pas de réserve naturelle régionale recensée dans le rayon de 3 km autour du site.

5.2.2.3 Arrêtés préfectoraux de protection de biotopes

Il n'y a pas d'arrêté préfectoral de protection de biotopes recensé dans le rayon de 3 km autour du site.

5.2.2.4 Espaces Naturels Sensibles

Il n'y a pas d'espaces naturels sensibles recensés dans le rayon de 3 km autour du site.

5.2.2.5 Forêts de protection

Le projet n'est pas situé sur une zone boisée (ancienne carrière).

5.2.3 Gestion contractuelle et engagements internationaux

5.2.3.1 Parcs nationaux

Il n'y a pas de Parc National recensé dans le rayon de 3 km autour du site.

5.2.3.2 Parcs naturels régionaux

Il n'y a pas de Parc Naturel Régional recensé dans le rayon de 3 km autour du site.

5.2.3.3 Inventaire Natura 2000

Le décret n°95-631 du 5 mai 1995 relatif à la conservation des habitats naturels et des habitats d'espèces sauvages d'intérêt communautaire définit le cadre de mise en œuvre de la directive CEE 92-43 du 21 mai 1992 dite « Directive HABITATS » qui impose la délimitation de zones de conservation des habitats naturels représentatifs d'écosystèmes spécifiques à chaque région biogéographique (Site d'Importance Communautaire – S.I.C. puis Zones Spéciales de Conservation – Z.S.C. après arrêté du ministre de l'environnement), et de la directive du 2 avril 1979 dite « Directive OISEAUX » qui impose la délimitation de zones destinées à la nidification d'oiseaux sauvages menacés d'extinction (Zones de Protection Spéciales – Z.P.S.).

Les directives Oiseaux et Habitats ont été transposées dans le droit national par l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001, les décrets n°2001-1031 du 8 novembre 2001 (procédure de désignation des sites Natura 2000) et n°2001-1216 du 20 décembre 2001 (gestion des sites), ainsi que l'arrêté du 16 novembre 2001 (listes des habitats et espèces d'intérêt communautaire).

La procédure établit une liste nationale des sites susceptibles d'être reconnus d'importance communautaire et d'être désignés ultérieurement par la France comme zone spéciale de conservation en application des articles 3 et 4 de la directive 92-43 et appelés, à ce titre, à faire partie du réseau européen « NATURA 2000 ».

Il n'y a pas de site Natura 2000 recensé dans le rayon de 3 km autour du site.

5.2.3.4 ZICO

Les Z.I.C.O. (Zones d'Importance Communautaire pour les Oiseaux) constituent le premier inventaire des sites de valeur européenne pour l'avifaune, établi en phase préalable de la mise en œuvre de la Directive Oiseaux n° 79/409/CEE du 2 avril 1979 du Conseil des Communautés européennes concernant la conservation des oiseaux sauvages.

Il n'y a pas de ZICO recensée dans le rayon de 3 km autour du site.

5.2.3.5 Convention de Ramsar

La convention de Ramsar, relative à la conservation des zones humides d'importance internationale, a été signée le 2 février 1971 à Ramsar en Iran et ratifiée par la France en octobre 1986. Elle vise à favoriser la conservation des zones humides de valeur internationale du point de vue écologique, botanique, géologique, limnologique ou hydrographique et en premier lieu les zones humides ayant une importance internationale pour les oiseaux d'eau en toute saison.

Il n'y a pas de site RAMSAR recensé dans le rayon de 3 km autour du site.

5.2.3.6 Réserve de Biosphère

Le programme "Man and Biosphere" (MAB) a été lancé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) au début des années 70 pour constituer un réseau mondial de réserves de la biosphère combinant la conservation de l'espace et l'utilisation durable des ressources par l'espèce humaine. La mission principale de la liste du patrimoine mondial est de faire connaître et de protéger les sites que l'organisation considère comme exceptionnels. La liste du patrimoine mondial est établie par le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO.

Il n'y a pas de Réserve de Biosphère recensée dans le rayon de 3 km autour du site.

5.2.3.7 Forêts relevant du régime forestier

La loi de juillet 2001 a introduit des modifications importantes du Code Forestier, en mettant en avant la notion de gestion durable et de multifonctionnalité des forêts. Le régime forestier qui s'applique aux forêts de l'Etat et des collectivités publiques n'a plus pour seul objectif la production de bois. Le souci de protection des milieux et le rôle social (accueil du public) ont été ajoutés.

Le document de gestion établi par l'Office National des Forêts (ONF) en concertation avec la collectivité (aménagement forestier, approuvé par arrêté du préfet de région) pour une période minimum de 10 ans permet une protection renforcée du foncier et la répression des infractions forestières. De plus, la mise en œuvre du régime forestier est assurée par l'ONF. Tout changement d'affectation du sol est interdit.

D'après le site internet de l'ONF, le site n'est pas concerné par des forêts relevant du régime forestier.

5.2.4 Dispositions singulières et compatibilité du projet

Le projet d'ISDI envisagé par la société ETPC sur le site de Dembéni ne s'inscrit dans aucun espace protégé, ni aucun espace très sensible, ni zone d'engagements internationaux, ni trame verte ou bleue ou ni paysage singulier.

Le projet porté par ETPC est compatible avec les dispositions afférentes à la préservation du milieu naturel.

5.3 Etude de la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes d'aménagement et de gestion

5.3.1 SDAGE

Le SDAGE 2016-2021 de Mayotte a été adopté par le Comité de Bassin de Mayotte et fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'approbation en date du 27 novembre 2015.

Note : Sur le bassin de Mayotte, aucun périmètre SAGE n'est prescrit et approuvé.

5 Orientations Fondamentales, qui structurent le S.D.A.G.E, ont été identifiées :

- Réduire la pollution des milieux aquatiques
- Protéger et sécuriser la ressource pour l'alimentation en eau de la population
- Conserver, restaurer et entretenir les milieux et la biodiversité
- Développer la gouvernance et les synergies dans le domaine de l'eau
- Gérer les risques naturels (inondation, ruissellement, érosion, submersion marine).

Pour chaque objectif sont précisées les actions à conduire. La position du projet vis-à-vis des actions n'est pas étudiée en détail car le projet de création de l'ISDI ne comprend aucun prélèvement de la ressource en eau ni rejet d'eau (hormis les eaux pluviales dans le bassin de rétention). Par ailleurs, aucun cours d'eau pérenne n'est situé à proximité du site du projet.

Tableau 6 : Position du projet vis-à-vis du SDAGE

Orientation fondamentale du SDAGE 2016-2021	Position du projet de création de l'ISDI
Réduire la pollution des milieux aquatiques	Pas de rejets d'eau domestique. Pas de rejet d'eaux usées.
Protéger et sécuriser la ressource pour l'alimentation en eau de la population	Sans objet.
Conserver, restaurer et entretenir les milieux et la biodiversité	Aucune destruction d'habitat dans le cadre du projet puisque les parcelles de ce dernier correspondent à une ancienne carrière et une activité de vente de parpaings. En particulier les futurs casiers de stockage des déchets inertes ne sont pas végétalisés actuellement. La revégétalisation en fin d'exploitation des talus se fera par la mise en place de dalles d'herbe ou avec la technique d'hydroseeding. Le choix des espèces retenues pour le boisement et l'hydroseeding sera effectué par un écologue compétent.
Développer la gouvernance et les synergies dans le domaine de l'eau	Sans objet.
Gérer les risques naturels (inondation, ruissellement, érosion, submersion marine)	La gestion des eaux pluviales du site ne sera pas modifiée dans le cadre du projet. Les sols ne seront pas imperméabilisés, ce qui favorise l'infiltration et réduit le ruissellement. Le bassin de rétention actuel présent au point bas du site sera maintenu durant toute la durée de l'exploitation du site. La surface de ruissellement connectée à ce bassin restera sensiblement la même durant l'exploitation du site. Le stockage des déchets est réalisé en formant des talus par gradins successifs jusqu'à la limite haute du front de taille de l'ancienne carrière. Ces talus seront constitués selon les règles de l'art en mécanique des sols avec des pentes ne dépassant pas 45° (1 h/1 v tout au plus) et une hauteur limitée à 8 mètres afin de permettre leur stabilité.

Le projet de création d'une ISDI sur le site de Dembéni ne présente aucune non-conformité vis-à-vis du SDAGE.

5.3.2 Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI)

Le site n'est pas situé dans une zone d'aléa du Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) approuvé le 26 novembre 2015.

Le projet de création d'une ISDI sur le site de Dembéni ne présente aucune non-conformité vis-à-vis du PPRI.

5.3.3 Schéma d'Aménagement Régional

Le Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de Mayotte reprend les six principaux objectifs du PADD (Plan d'Aménagement et de Développement Durable) en matière de développement de Mayotte dans les 15 prochaines années, notamment :

Tableau 7 : Position du projet vis-à-vis du SDAGE

Principaux objectifs du SAR	Position du projet
Favoriser une répartition plus équitable des équipements et services collectifs sur le territoire	Sans objet
Appliquer le principe de précaution à la gestion de la ressource en eau	Sans objet car le projet ne prévoit pas de prélèvement de la ressource en eau L'eau d'arrosage du site aura pour origine : <ul style="list-style-type: none"> • en période humide : elle sera prélevée dans le bassin de décantation des eaux pluviales du site, • en période sèche : elle sera acheminée du site ETPC de M'Tsamoudou par camion-citerne
Protéger et gérer durablement les espaces naturels patrimoniaux terrestres et marins	Sans objet car le projet ne s'inscrit dans aucun espace protégé, ni aucun espace très sensible, ni zone d'engagements internationaux, ni trame verte ou bleue ou ni paysage singulier
Préserver les capacités de circulation des marchandises entre la plate-forme portuaire de Longoni et la commune de Mamoudzou	Sans objet
Localiser un nombre limité de sites d'accueil potentiels pour des projets de développement touristique d'envergure	Sans objet
Maîtriser le développement de l'agglomération de Mamoudzou en confortant l'armature urbaine et villageoise actuelle	Sans objet

Le projet de création d'une ISDI sur le site de Dembéni ne présente aucune non-conformité vis-à-vis du SAR.

6. ETUDE DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS A L'ARRETE MINISTERIEL POUR LA RUBRIQUE SOUMISE A ENREGISTREMENT

ETPC énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations projetées afin de respecter les prescriptions de l'Arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le tableau page suivante présente les mesures prises par ETPC pour respecter l'arrêté du 12 décembre 2014. Ce tableau a été construit sur la base du Guide d'aide à la justification pour la rubrique 2760 produit par l'administration centrale.

A noter : Si l'exploitant souhaite solliciter des aménagements aux prescriptions générales, il doit en décrire la nature, l'importance et la justification dans son dossier de demande conformément à l'article R. 512.46.5.

Arrêté du 31/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des ICPE	
Prescriptions	Justifications du projet
Article 1^{er}	Aucune
Article 2	Aucune
Article 3	Aucune
Article 4	Les plans annexés au présent dossier représentent l'emprise de l'installation, le positionnement des pistes, des stocks de déchets, des locaux ainsi que des abords du site dans un rayon de 100 mètres du périmètre. Les zones excavées (par l'activité d'extraction de roche massive de l'ancienne carrière) qui seront remblayées ne sont actuellement jamais en zone d'affleurement de nappe.
Article 5	Aucune
I. - Concernant les installations autorisées après l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> • une copie de la demande d'enregistrement ; • le dossier d'enregistrement et le dossier qui l'accompagne tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; • l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; • le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes de l'annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; • la description du site, y compris les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques ; • les différents documents prévus par le présent arrêté. 	Les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques du site sont détaillées en Annexe 3 du présent dossier. Cette description sera détaillée dans un dossier disponible sur site.
II. - Concernant les installations autorisées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> • une copie de la demande d'autorisation ; • le dossier d'autorisation et le dossier qui l'accompagne tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; • l'arrêté d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; • le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes de l'annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; • la description du site, y compris les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques. 	
Article 6	Voir les plans en Annexe 1 et 3 Le rayon de 10 m autour de l'installation ne comprend : <ul style="list-style-type: none"> • Aucune habitation • Aucun ERP • Aucun captage d'eau • Aucune voie d'eau, voie ferrées ou voie de communication routière.
Article 7	Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses : <p>I. Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.).</p>

Arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des ICPE	
Prescriptions	Justifications du projet
<p>II. Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont convenablement nettoyées.</p> <p>III. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin.</p> <p>IV. Les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées, des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.</p>	<p>Afin de réduire les émissions de poussières sur le site, les préconisations suivantes seront respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les bannes seront couvertes pour éviter la dispersion des poussières, • la vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h sur le site, • l'arrosage des pistes et des allées de stockage permettra de réduire les envois de particules en cas de forts vents et d'une sécheresse importante, • les haies paysagères prévues en bordure de site feront écran à la dispersion de poussières en direction de la route. <p>Les voiries, les aires techniques et pistes internes seront revêtues de GNT compacté, de façon à ce que les camions se salissent le moins possible au cours de leur évolution sur le site. Ces voies seront maintenues propres grâce à un dispositif d'arrosage couplé à la présence d'un rotolève à proximité du local d'accueil.</p> <p>Mesures prévues pour limiter l'impact paysager au cours de l'exploitation du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • préservation du talus existant côté route nationale qui constitue un écran visuel de la partie basse de la zone de remblaiement. • les périphéries du site seront densément boisées afin de poursuivre l'ambiance et la qualité de l'espace planté offert par la montagne. <p>Mesures paysagères prévues pour l'insertion paysagère du site en fin d'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mise en place d'un merton paysager le long de la route nationale 3, • le boisement de zones stratégiques afin de limiter l'impact visuel des terres mises à nues. <p>La revégétalisation des talus se fera par la mise en place de dalles d'herbe ou avec la technique d'hydroseeding, technique déjà mise en place sur la carrière ETPC de Koungou (sur une surface d'environ 2 ha) et qui permet une bonne couverture quel que soit le support. L'apport d'une couche de terre fertile extérieure pourra être mise en place en complément ou supplément de la technique d'hydroseeding.</p> <p>Lors de la remise en état final du site, le reboisement se fera par des essences indigènes et en collaboration avec une association écologique locale comme cela est le cas pour notre projet en cours depuis 2 ans à la carrière ETPC de Koungou (reboisement avec 5 espèces indigènes de forêt sèche).</p>
<p>Article 8</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envoi des poussières.</p>	<p>Voir notice en Annexe 5</p>
<p>Article 9</p> <p>L'exploitant récapitule dans une notice, disponible sur site, les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de déchets (circulation, envoi de poussières, bruit, etc...) conformément aux chapitres V, VI et VII du présent arrêté. Y sont également précisées les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.) ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements.</p>	<p>Sans objet (aucun stockage de produit dangereux sur site)</p> <p>Partagés avec l'activité dépôt, vente de parpaings et de granulats existant, les engins seront entretenus et ravitaillés sur site. Ces opérations se dérouleront sur l'aire de positionnement des engins située au dépôt (cf. plan en Annexe 2). Un projet de revêtement étanche de tout le dépôt est en cours.</p>
<p>Article 10</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. L'exploitant identifie sur une liste les produits dangereux, leur nature, la quantité maximale détenue, les risques de ces produits dangereux, grâce aux fiches de données de sécurité et sur un plan leur localisation sur le site. Ces documents sont disponibles sur le site. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p>	<p>Les engins de secours pourront entrer par l'entrée principale du site et auront l'espace de manœuvre.</p>
<p>Article 11</p> <p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte privée ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne</p>	

Arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des ICPE	
Justifications du projet	
<p>pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Article 12</p> <p>Des extincteurs sont répartis à l'intérieur de l'installation, bien visibles et facilement accessibles.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Le registre de vérification périodique et de maintenance est disponible sur site.</p>	<p>Le bâtiment existant associé à l'activité parpaings sera conservé. Il dispose d'extincteurs qui sont maintenus selon la réglementation en vigueur. Le projet d'ISDI ne créera pas d'autre bâtiment.</p> <p>Actuellement se trouve sur le site notre activité dépôt/vente de parpaings et granulats avec un local servant de bureau et caisse où il existe 1 extincteur CO2 9 kg. Dans chacun des 2 engins du site (chariot élévateur et chargeur) se trouve également 1 extincteur PP6 poudre tout type de feu (ABC) de 6 kg.</p> <p>Le projet ISDI ne créant pas d'autres bâtiments et utilisant le même chargeur au besoin, il n'y aura pas d'extincteur supplémentaire</p>
<p>Article 13</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est réalisé à l'abri des eaux météoriques et associé à une capacité de rétention adaptée au volume des récipients.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Tout nouveau réservoir installé sous le niveau du sol est à double enveloppe.</p> <p>II. Rétention et confinement.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p> <p>Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Article 14</p> <p>I. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommée désignée par l'exploitant, ayant suivi une formation de base sur la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits et déchets utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.</p> <p>Les personnes autorisées sur site sont nommément identifiées dans une liste disponible sur site. Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.</p> <p>II. Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p>	<p>Sans objet (aucun stockage de produit dangereux sur site)</p> <p>Partagés avec l'activité dépôt vente de parpaings et de granulats existant, les engins seront entretenus et ravitaillés sur site. Ces opérations se dérouleront sur l'aire de positionnement des engins située au dépôt (cf. plan en Annexe 2). Un projet de revêtement étanche de tout le dépôt est en cours.</p>
<p>Article 15</p>	<p>L'effectif du site comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un responsable de site • un conducteur de chargeur • et un caissier (à la bascule). <p>Les consignes suivantes seront affichées sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ; • l'interdiction de tout brilage à l'air libre ; • les conditions de stockage des déchets non dangereux inertes, telles que les précautions à prendre pour éviter leurs chutes ou éboulements afin, notamment, de maintenir la largeur des voies de circulation à leur valeur requise et ne pas gêner au-delà des limites de propriété ; • les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ; • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours ; • les instructions de maintenance et de nettoyage; • l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>Les déchets qui seront réceptionnés sur le site seront uniquement ceux mentionnés à l'annexe I de l'Arrêté ministériel (AM) du 12 décembre 2014. Ces déchets proviendront à 100% de chantiers du BTP.</p>

Arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des ICPE	
Prescriptions	Justifications du projet
<p>Les conditions d'admission des déchets sont fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.</p>	<p>Tout déchet ne faisant pas partie de la liste ci-dessus ne sera pas accepté.</p> <p>Conformément à l'Annexe I de l'AM du 12 décembre 2014, ces déchets sont admissibles en installation de Stockage de Déchets Inertes (SDI) non dangereux sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue à l'Article 3.</p> <p>Aucune procédure d'acceptation préalable (tests de lixiviation, etc.) ne sera donc nécessaire, hormis pour les déchets d'enrobés bitumineux (17 03 02) qui feront l'objet d'un test de détection pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron.</p> <p>Le test de détection sera réalisé selon la méthodologie PAK MARKER sur un échantillon de déchets par le laboratoire de la société COLAS. En effet, COLAS est la seule société susceptible de confier des déchets bitumineux. L'acceptation des déchets sur le site ne se ferait alors que sur réception d'un certificat de résultat négatif au test de PAK MARKER.</p>
<p>Article 16 L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p> <p>Un seul accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire et exceptionnel.</p>	<p>Les dispositions suivantes permettront d'empêcher l'accès des personnes extérieures à l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Panneaux d'interdiction, clôtures, surveillance par du personnel pendant les heures de travail et par gardien en dehors.
<p>Article 17 L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci, et les bruits émis par les installations sont réduits au maximum.</p> <p>La livraison de déchets se fait en période diurne, sauf autorisation préfectorale spécifique.</p>	<p>Le bruit et les vibrations engendrés par le site seront émis par les engins du site (engins de terrassement et de transport de matériaux, avertisseurs de recul, ...). L'impact du site sera faible étant donné l'absence de cibles à proximité du site. Les habitations les plus proches du site sont situées à plus de 200 m au sud. Leur exposition au bruit engendré par le site sera limitée par la topographie du site.</p> <p>Cela étant, des mesures seront mises en place pour limiter le bruit du site. En particulier les rotations de camions ne s'effectueront en aucun cas hors :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des jours d'ouverture. Le site sera fermé les samedis, dimanches et jours fériés, • des horaires d'ouverture et de fonctionnement : <ul style="list-style-type: none"> • de 07h00 à 12h00 et 13h00 à 16h00 du lundi au jeudi, • de 07h00 à 12h00 et 13h00 à 15h00 le vendredi.
<p>Article 18 Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.</p>	<p>Cette consigne sera affichée sur le site (voir article 14)</p>
<p>Article 19 Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent.</p> <p>Cette zone peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.</p> <p>Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.</p>	<p>La zone de déchargement des déchets évoluera en permanence en fonction de l'avancement du « front » de déchets. Elle fera l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.</p> <p>Les procédures de déchargement préciseront les horaires d'ouverture et d'interdiction de déversement en cas d'absence personnel ETPC.</p>
<p>Article 20 L'organisation du stockage des déchets doit remplir les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • elle assure la stabilité de la masse des déchets ; en particulier évite les glissements ; • elle est réalisée de manière à combler les parties en hauteur avant d'étendre la zone de stockage pour limiter, en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries ; • elle doit permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon un phasage proposé par l'exploitant et repris dans le dossier d'enregistrement. 	<p>Le phasage d'exploitation est présenté dans le Dossier Plans du présent dossier sur des plans 1/500 cotés en altitude.</p> <p>Le stockage des déchets est réalisé en formant des talus par gradins successifs jusqu'à la limite haute du front de taille de l'ancienne carrière. Ces talus seront constitués selon les règles de l'art en mécanique des</p>

Arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des ICPE	
Prescriptions	Justifications du projet
	<p>soils avec des pentes ne dépassant pas 45° (1 h/1 v tout au plus) et une hauteur limitée à 8 mètres afin de permettre leur stabilité.</p> <p>Un plan de la phase en cours d'exploitation (permettant d'identifier les parcelles où sont stockés les différents déchets) sera constamment disponible sur site.</p>
Article 21	Voir article 20
L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments nécessaires pour présenter les différentes phases d'exploitation du site.	
Article 22	Un panneau de signalisation et d'information sera placé à l'entrée du site.
<ul style="list-style-type: none"> • l'identification de l'installation de stockage ; • le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; • la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ; • les jours et heures d'ouverture ; • la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ; • le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours. <p>Les panneaux sont en matériaux résistants, les inscriptions sont inaltérables.</p>	
Article 23	L'eau d'arrosage du site aura pour origine : <ul style="list-style-type: none"> • En période humide : elle sera prélevée dans le bassin de décantation des eaux pluviales du site, • En période sèche : elle sera acheminée du site ETPC de M'tsamoudou par camion-citerne.
Article 24	Voir articles 7, 9 et 23
Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières ou d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce, même en période d'inactivité.	<p>L'eau d'arrosage en saison sèche sera prélevée, par camion-citerne, dans le bassin de rétention des eaux pluviales (lac) de la carrière ETPC de M'tsamoudou.</p> <p>Le camion-citerne d'une capacité de 10 m³ fera au minimum 2 voyages par jour, soit 20 m³, quantité infime comparée au volume du bassin de M'tsamoudou</p>
Les déchets inertes stockés sont humidifiés pour empêcher les envois de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.	
Article 25 (modifié par l'article 66 de l'arrêté du 15 février 2016)	ETPC mettra en place un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Les points de surveillance seront positionnés en fonction des sources d'émission de poussières, de la rose des vents et des enjeux les plus proches.
L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mise en place en limite de propriété d'un réseau de suivi des retombées atmosphériques de poussières totales (solubles et insolubles). Ces mesures sont effectuées au moins une fois par an par un organisme indépendant, en accord avec l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Dans ce cas, les mesures sont conduites pendant une période où les émissions du site sont les plus importantes au regard de l'activité du site et des conditions météorologiques. Cette fréquence peut être augmentée en fonction des enjeux et conditions climatiques locales.	<p>Une première campagne de mesure sera réalisée dans les mois suivants le début de l'exploitation et les résultats seront communiqués à l'administration.</p> <p>Dispositions déjà existantes pour limiter les nuisances liées à l'émission des poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'habitation et d'activité industrielle dans un rayon de 300 m autour du site, - Un talus de terre d'1 mètre de haut sur lequel est plantée une haie végétale de 1,5 m de haut, séparé les abords du site de la RN, - La nature des matériaux apportés, leur compactage, la faiblesse de l'activité (estimation à 10 camions par jour max.) et la limitation de la vitesse à 30 km/h réduisent fortement les potentiels d'émission de poussière.
Le nombre d'emplacements de mesure et les conditions dans lesquelles les systèmes de prélèvement sont installés et exploités sont décrits dans une notice disponible sur site. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (" bruit de fond ") est inclus au plan de surveillance. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de collecte des retombées suivant la norme NF EN 43-014 (version novembre 2003) ou, en cas de difficultés, par la méthode des plaquettes de dépôt suivant la norme NF X 43-007 (version décembre 2008). Les exploitants qui adhèrent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte le suivi des mesures de retombées de poussières totales peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement l'impact des retombées atmosphériques associées spécifiquement aux rejets de l'installation concernée.	

Arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des ICPE

Prescriptions	Justifications du projet									
<p>Les niveaux de dépôts atmosphériques totaux en limite de propriété liés à la contribution de l'installation ne dépassent pas 200 mg/m³ (en moyenne annuelle) en chacun des emplacements suivis.</p> <p>L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées la protection de l'environnement un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières totales, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production, des superficies susceptibles d'émettre des poussières et des conditions météorologiques lors des mesures.</p> <p>Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les résultats des mesures des émissions des cinq dernières années sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>	<p>Par ailleurs, un arrosage des pistes sera mis en place en saison sèche en fonction de l'activité du site et le niveau réel d'émission de poussière.</p> <p>Une mesure annuelle de retombée de poussière sera mise en place (comme cela est le cas dans nos carrières) par prélèvement selon la méthode dite des « plaquettes » et conformément à la norme NF X 43-007 prenant en compte notamment de la direction des vents dominants.</p>									
<p>Article 26</p> <p>I. Valeurs limites de bruit</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p>	<p>Une première campagne de mesure de bruit sera réalisée dans les mois suivants le début de l'exploitation et les résultats seront communiqués à l'administration.</p>									
<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="510 134 542 1030">NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th> <th data-bbox="510 1030 542 1344">ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</th> <th data-bbox="510 1344 542 2087">ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="542 134 574 1030">Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td> <td data-bbox="542 1030 574 1344">6 dB (A)</td> <td data-bbox="542 1344 574 2087">4 dB (A)</td> </tr> <tr> <td data-bbox="574 134 606 1030">Supérieur à 45 dB (A)</td> <td data-bbox="574 1030 606 1344">5 dB (A)</td> <td data-bbox="574 1344 606 2087">3 dB (A)</td> </tr> </tbody> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'exécède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-avant.</p>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)	<p>II. Véhicules - engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés								
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)								
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)								
<p>Article 27</p> <p>Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux déchets inertes reçus par l'installation.</p> <p>De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'Environnement.</p>	<p>Aucune</p>									
<p>Article 28</p> <p>L'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification.</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets indésirables dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012.</p>	<p>Compte tenu de la nature des déchets réceptionnés (déchets issus du BTP), des déchets de ferraille seront triés. Les déchets indésirables seront stockés dans des bennes sur une zone dédiée.</p>									
<p>Article 29</p>										

Arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des ICPE	
Prescriptions	Justifications du projet
<p>L'exploitant effectuera à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p> <p>L'exploitant assure la traçabilité de ces déchets dans son registre conformément à l'arrêté du 29 février 2012.</p> <p>Conformément à l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé, il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet des déchets dangereux à un tiers.</p>	<p>Les déchets de ferraille seront stockés dans des bennes sur une zone dédiée. Il n'est pas prévu de protection des eaux météoriques dans la mesure où il ne s'agit pas de déchets dangereux.</p> <p>Il n'y aura pas de séparation des métaux sur place : comme nos plans de stockage des déchets inertes des carrières de Koungou et de M'tsamoudou, et plus précisément la procédure d'acceptation préalable, un contrôle sera réalisé à l'entrée et tous les déchets non acceptables, comme ceux comportant des métaux, seront refusés et renvoyés du site.</p>
<p>Article 30</p> <p>Dans le cas d'une situation accidentelle qui entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.</p>	Aucune
<p>Article 31</p> <p>L'exploitant déclare ses déchets conformément aux seuils et aux critères de l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.</p>	Aucune
<p>Article 32</p> <p>L'exploitant tient à disposition des inspecteurs des installations classées un rapport détaillé de la remise en état du site précisant la nature et les épaisseurs des différentes couches de recouvrement et tous les aménagements à créer et les caractéristiques que le stockage de déchets doit respecter (compacité, nature et quantité des différents végétaux, infrastructures...).</p> <p>Le rapport contient aussi un accord du propriétaire du site si l'exploitant n'est pas le propriétaire et du maire de la commune d'implantation du site. La remise en état du site est conforme à ce rapport</p>	<p>Le type d'usage futur du site envisagé par ETPC et les mesures de remise en état du site après exploitation sont synthétisés dans le courrier envoyé au propriétaire des parcelles et au maire de Dombéni en novembre 2016. Les réponses du propriétaire et de la mairie de Dombéni sont présentées en Annexe 4.</p> <p>Le réaménagement du site sera réalisé au fur et à mesure de l'exploitation du site en redonnant au site des pentes qui épousent la topographie locale. En revanche, compte tenu de la topographie du site et du plan de phasage envisagé, la remise en état finale (avec régalage de terres et mise en place d'un couvert herbacé) ne pourra être réalisée qu'à la fin des 30 ans d'exploitation.</p> <p>La remise en état comportera au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mise en sécurité des fronts de taille restants ; • le nettoyage de l'ensemble des terrains et d'une manière générale la suppression des structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ; • l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, • la revégétalisation des zones réaménagées et la mise en place de mesures de réduction et de compensation de l'impact sur la faune et la flore. <p>Les installations associées à l'exploitation de l'ISDI seront supprimées. S'agissant des autres installations (dépôt papiers sur la parcelle AV 73), ETPC n'exclue pas de continuer leur exploitation après la remise en état finale de l'ISDI.</p>
<p>Article 33</p> <p>Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chacune des tranches issues du phasage proposé par l'exploitant et repris dans l'autorisation préfectorale d'exploiter. Son modelé permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 41 du code civil. La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de chaque couverture sont précisées dans le plan d'exploitation du site.</p> <p>Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site, notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation prend en compte l'aspect paysager. L'aménagement ne peut pas comporter de création de plan d'eau qui entraîne la mise en contact des déchets stockés avec de l'eau.</p>	<p>L'insertion paysagère sera réalisée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la mise en place d'un merlon paysager le long de la route nationale 3, • le boisement de zones stratégiques afin de limiter l'impact visuel des terres mises à nues. <p>La revégétalisation des talus se fera par la mise en place de dalles d'herbe ou avec la technique d'hydroseeding, technique déjà mise en place sur la carrière ETPC de Koungou (sur une surface d'environ 2 ha) et qui permet une bonne couverture quel que soit le support. L'apport d'une couche de terre fertile extérieure pourra être mis en place en complément ou supplément de la technique d'hydroseeding.</p>
<p>Article 34</p> <p>A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet du département dans lequel est située l'installation un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site.</p> <p>Une copie de ce plan du site est transmise au maire de la commune d'implantation de l'installation et au propriétaire du terrain si l'exploitant n'est pas le propriétaire.</p>	Aucune
<p>Article 35</p>	Aucune

Arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des ICPE	Justifications du projet
Prescriptions	Aucune
Article 36	

ANNEXE 1
DOSSIER PLANS DU PROJET

E. T. P. C. - Groupe COLAS

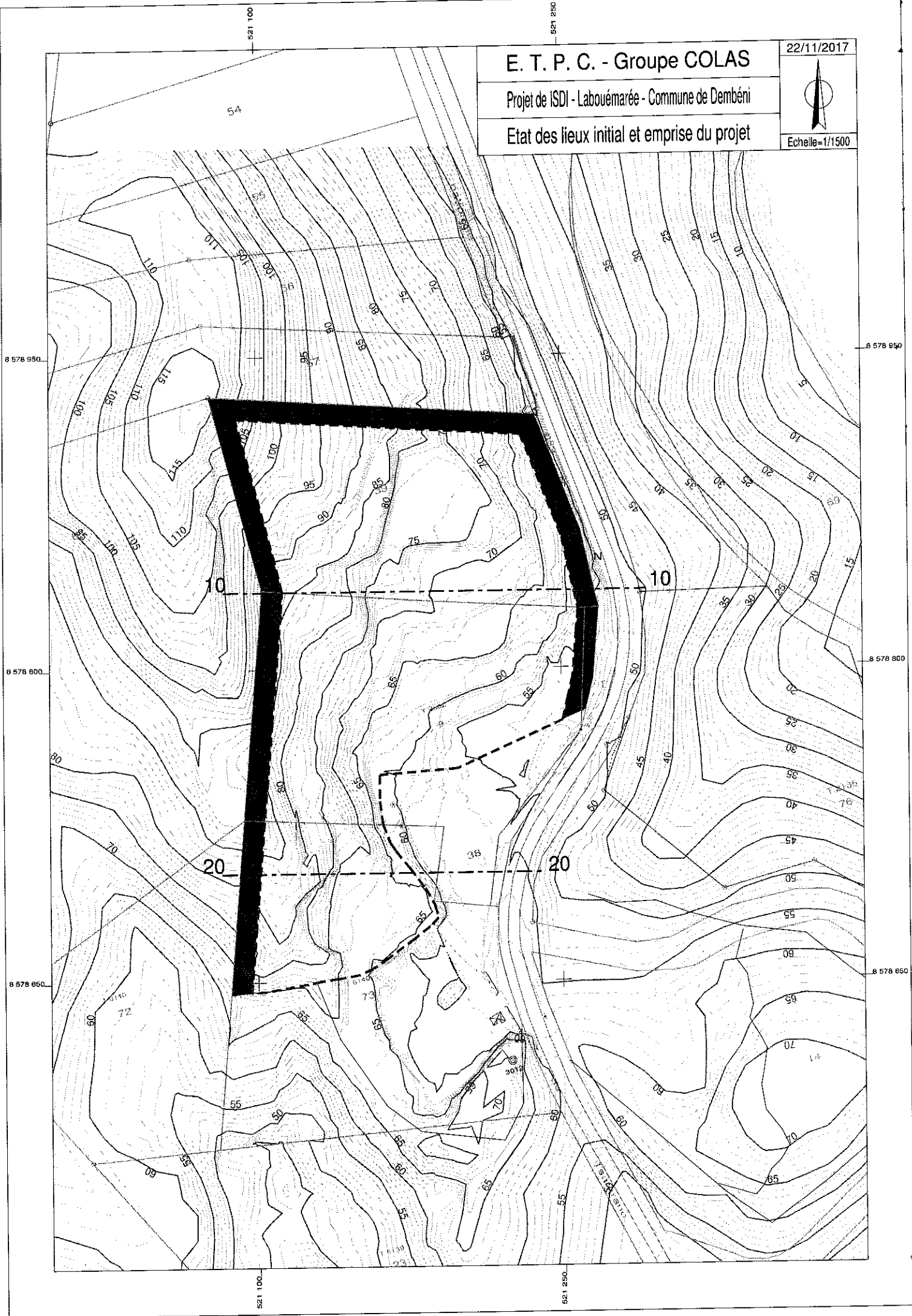
Projet de ISDI - Labouémarée - Commune de Dembéné

Etat des lieux initial et emprise du projet

22/11/2017



Echelle=1/1500



E. T. P. C. - Groupe COLAS

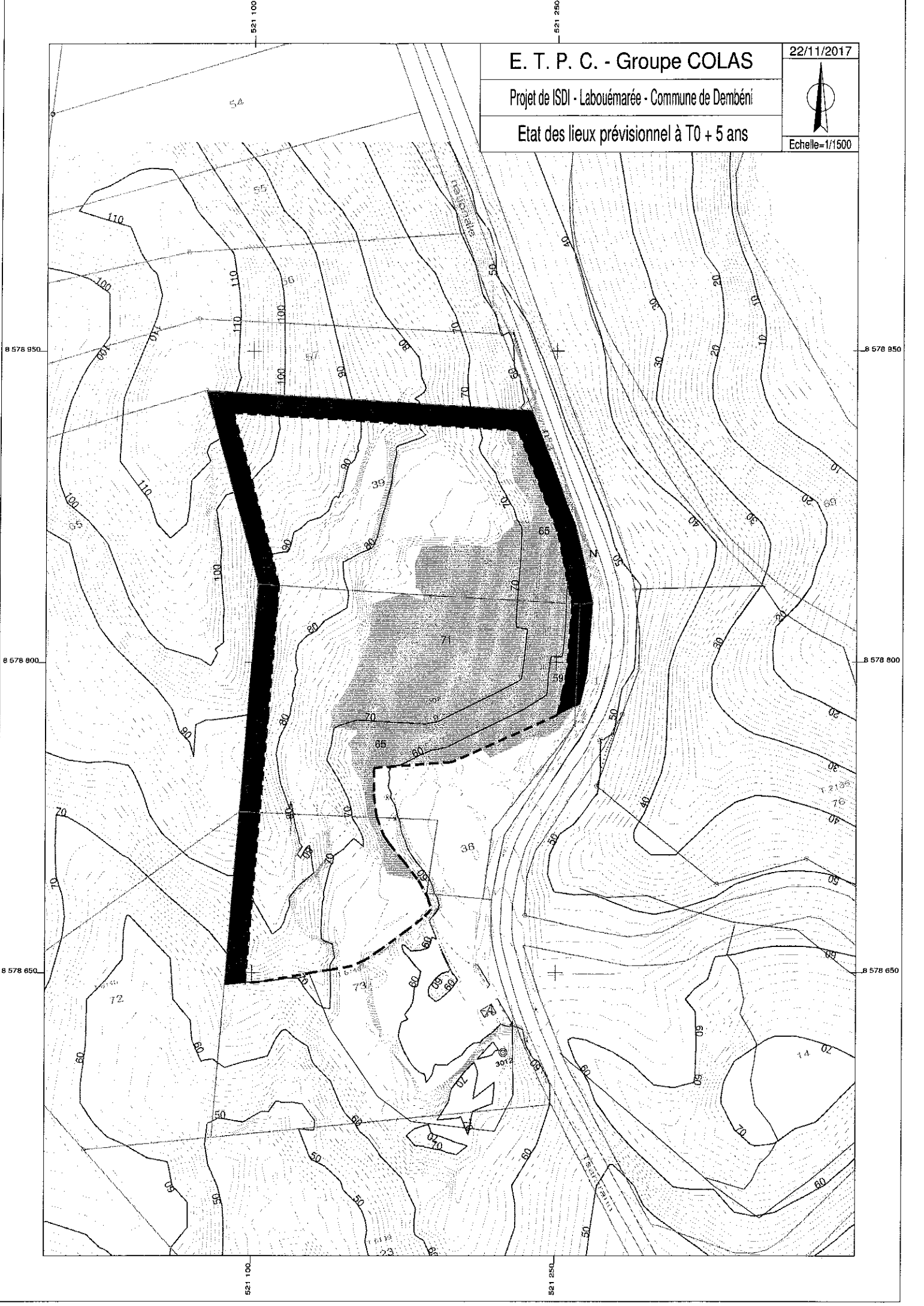
Projet de ISDI - Labouémarrée - Commune de Dembéné

Etat des lieux prévisionnel à T0 + 5 ans

22/11/2017



Echelle=1/1500



E. T. P. C. - Groupe COLAS

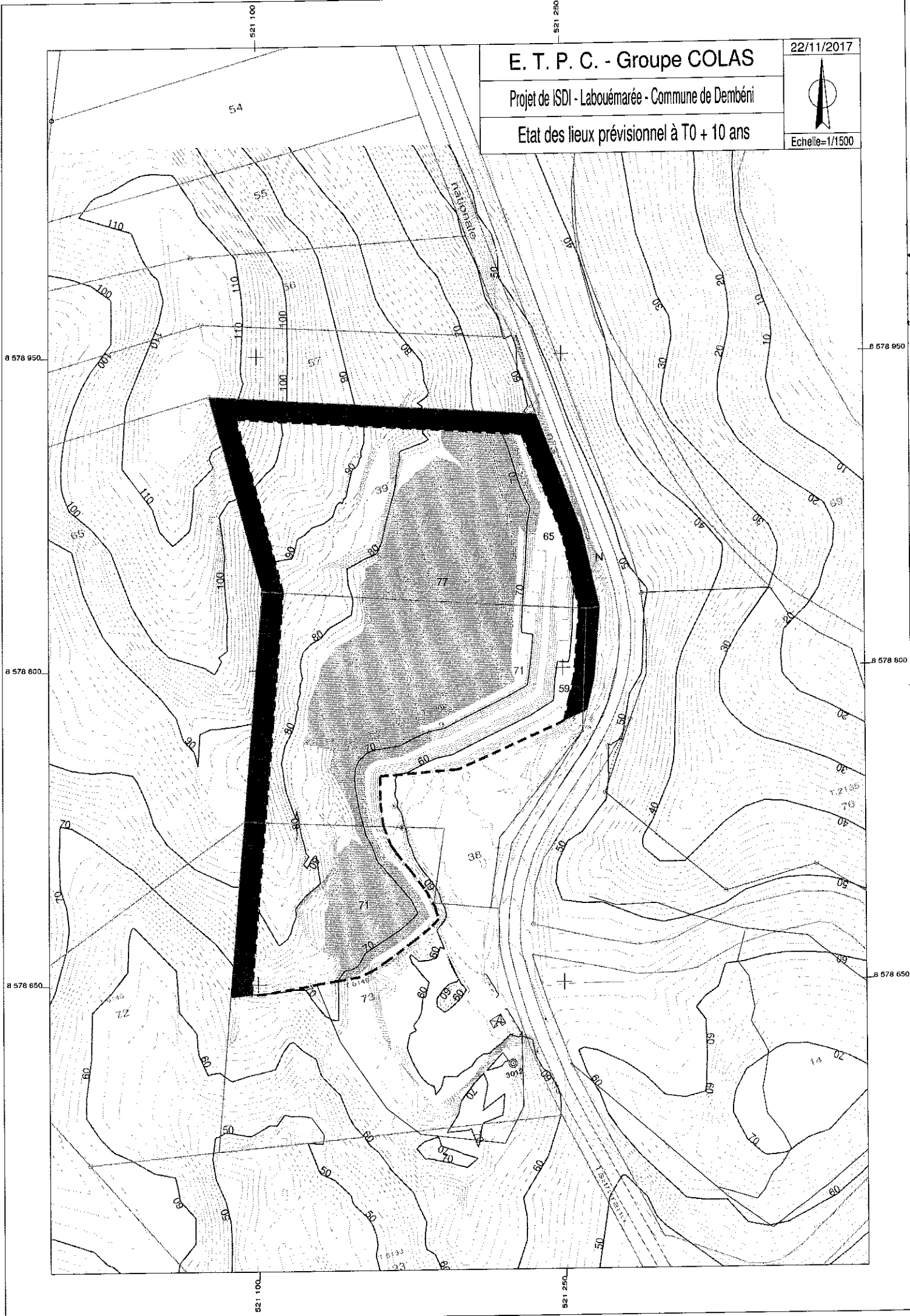
Projet de ISDI - Labouémarrée - Commune de Dembéné

Etat des lieux prévisionnel à T0 + 10 ans

22/11/2017



Echelle=1/1500



E. T. P. C. - Groupe COLAS

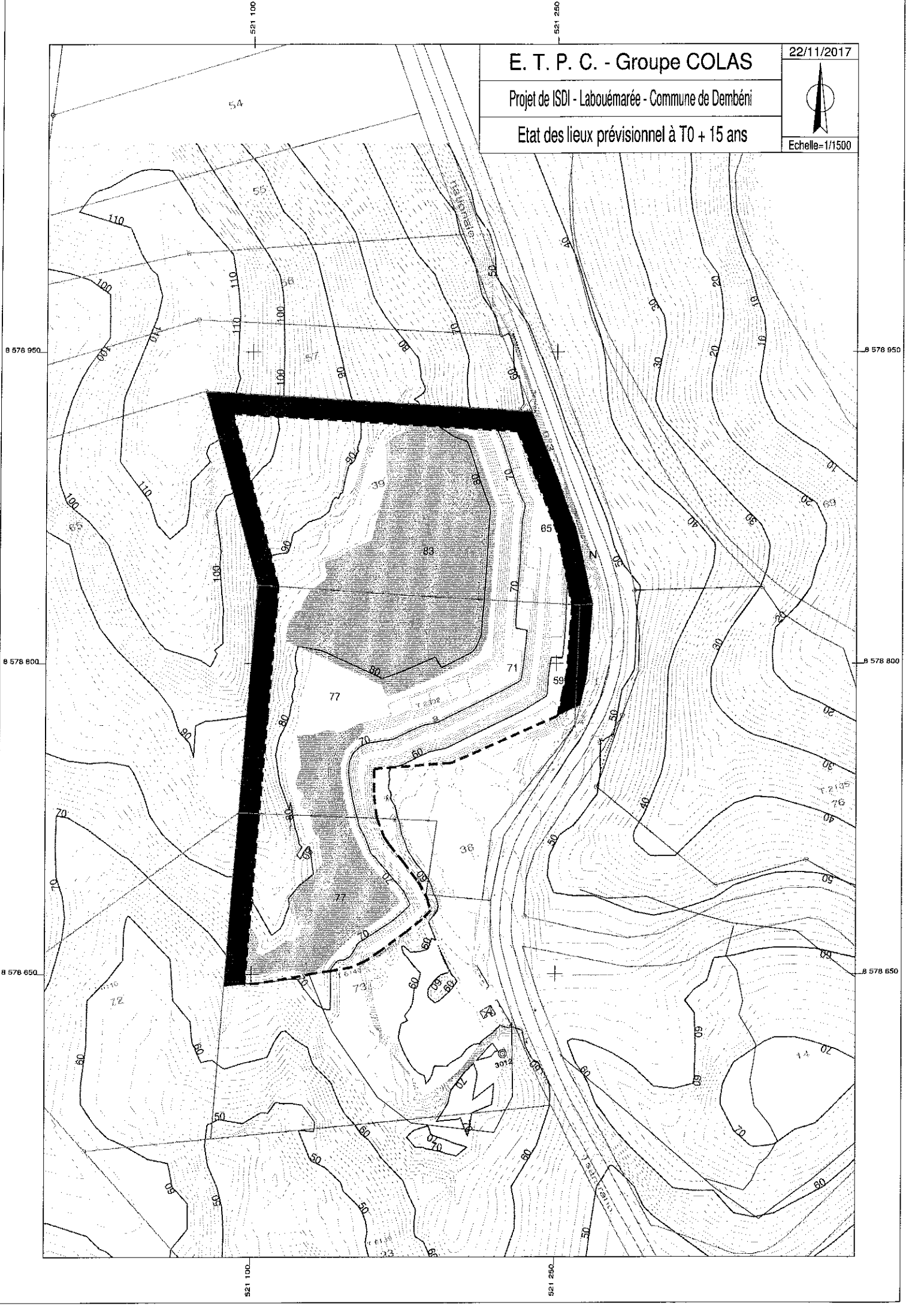
Projet de ISDI - Labouémarée - Commune de Dombéni

Etat des lieux prévisionnel à T0 + 15 ans

22/11/2017



Echelle=1/1500



E. T. P. C. - Groupe COLAS

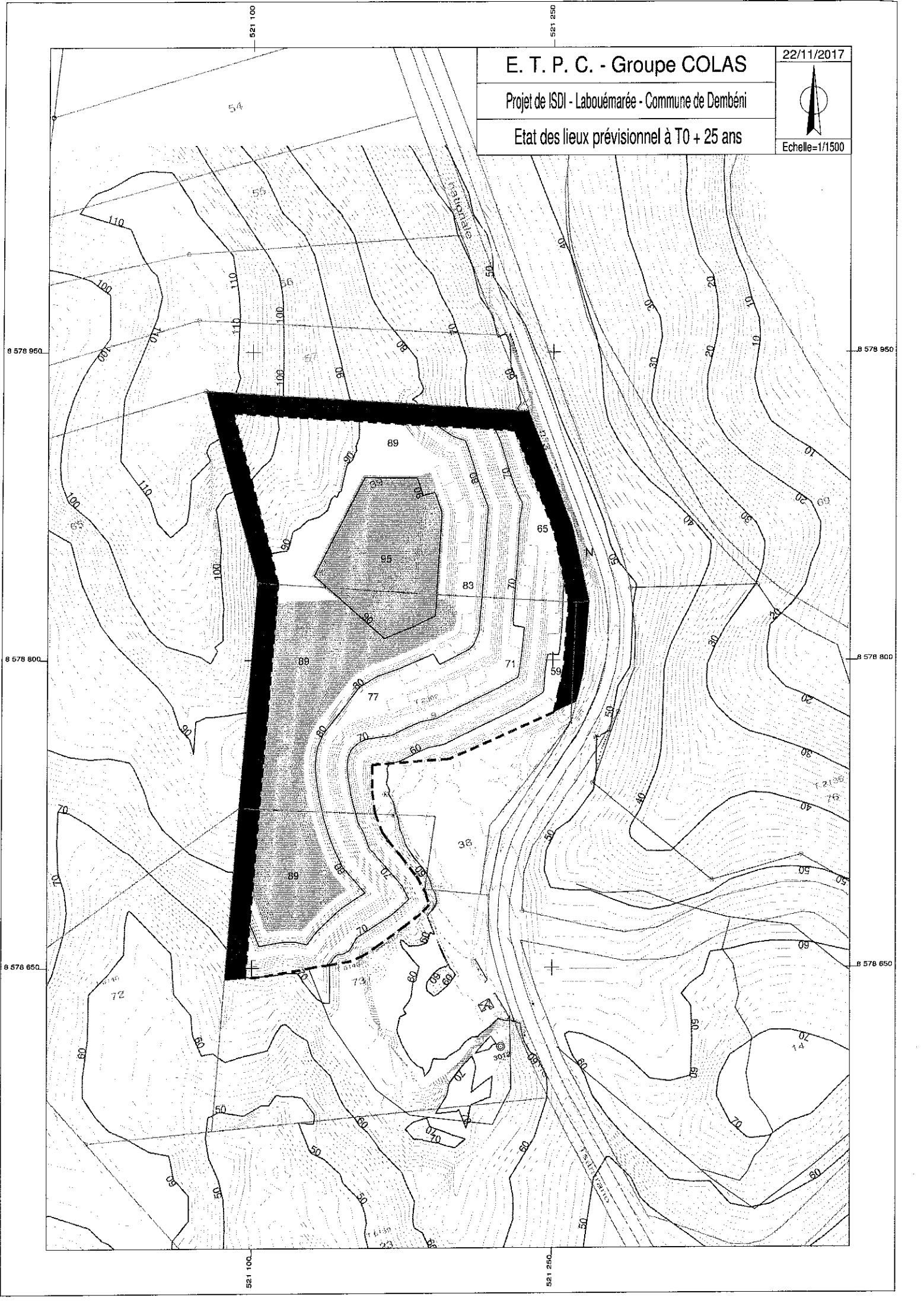
Projet ISDI - Labouémarrée - Commune de Dombéni

Etat des lieux prévisionnel à T0 + 25 ans

22/11/2017



Echelle=1/1500



E. T. P. C. - Groupe COLAS

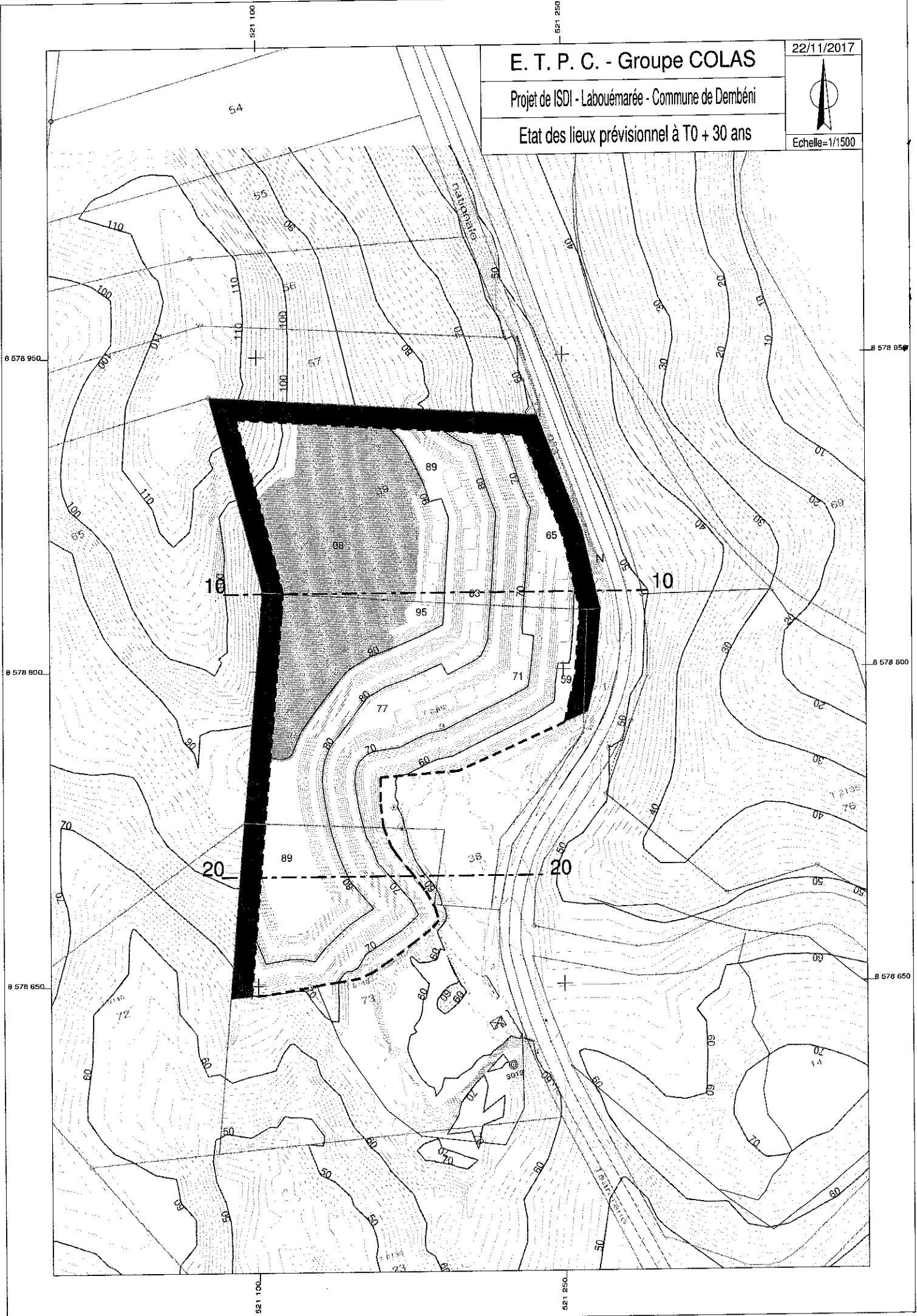
Projet de ISDI - Labouémarée - Commune de Dombéni

Etat des lieux prévisionnel à T0 + 30 ans

22/11/2017



Echelle=1/1500



E. T. P. C. - Groupe COLAS

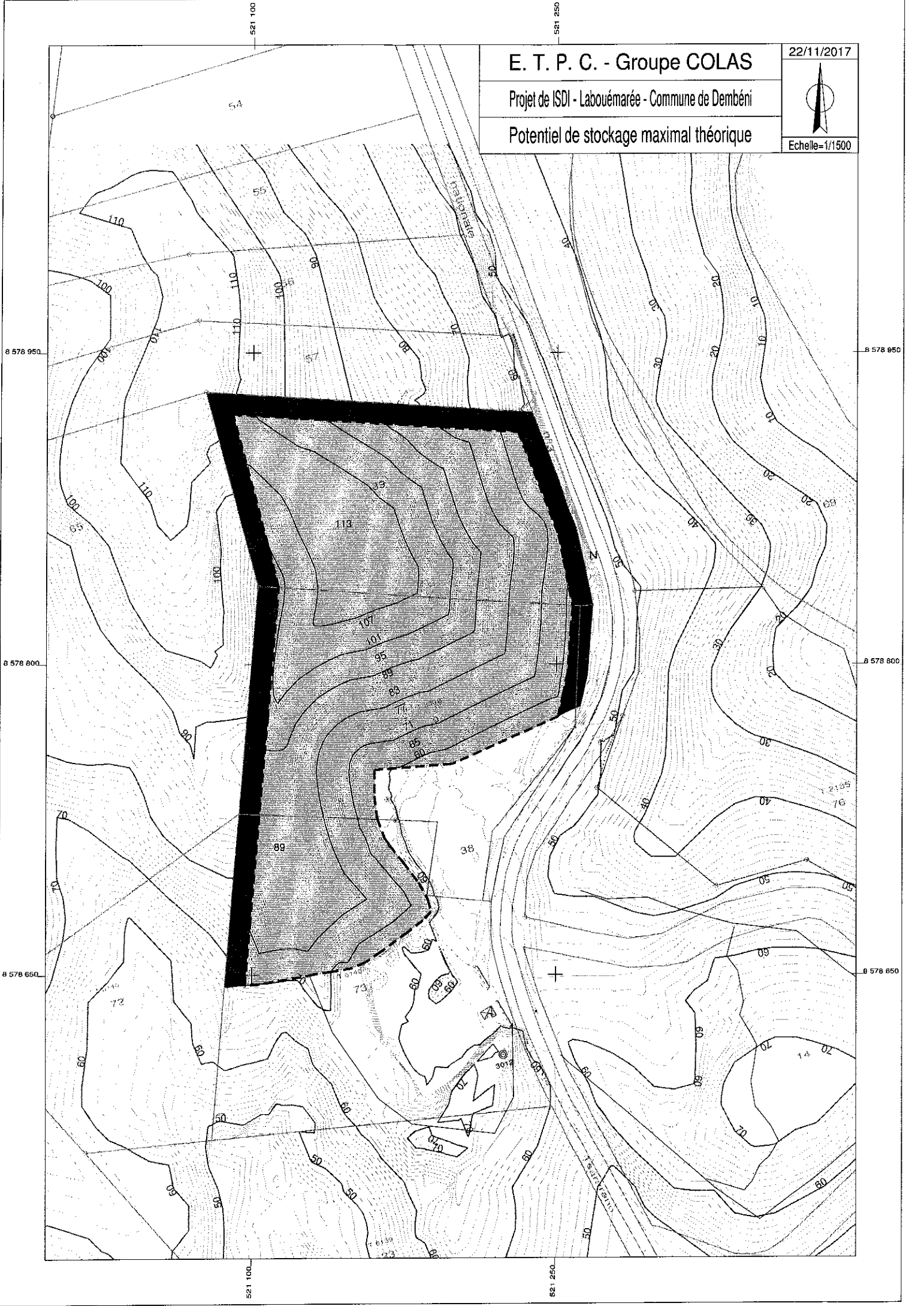
Projet de ISDI - Labouémarée - Commune de Dembéné

Potentiel de stockage maximal théorique

22/11/2017



Echelle=1/1500



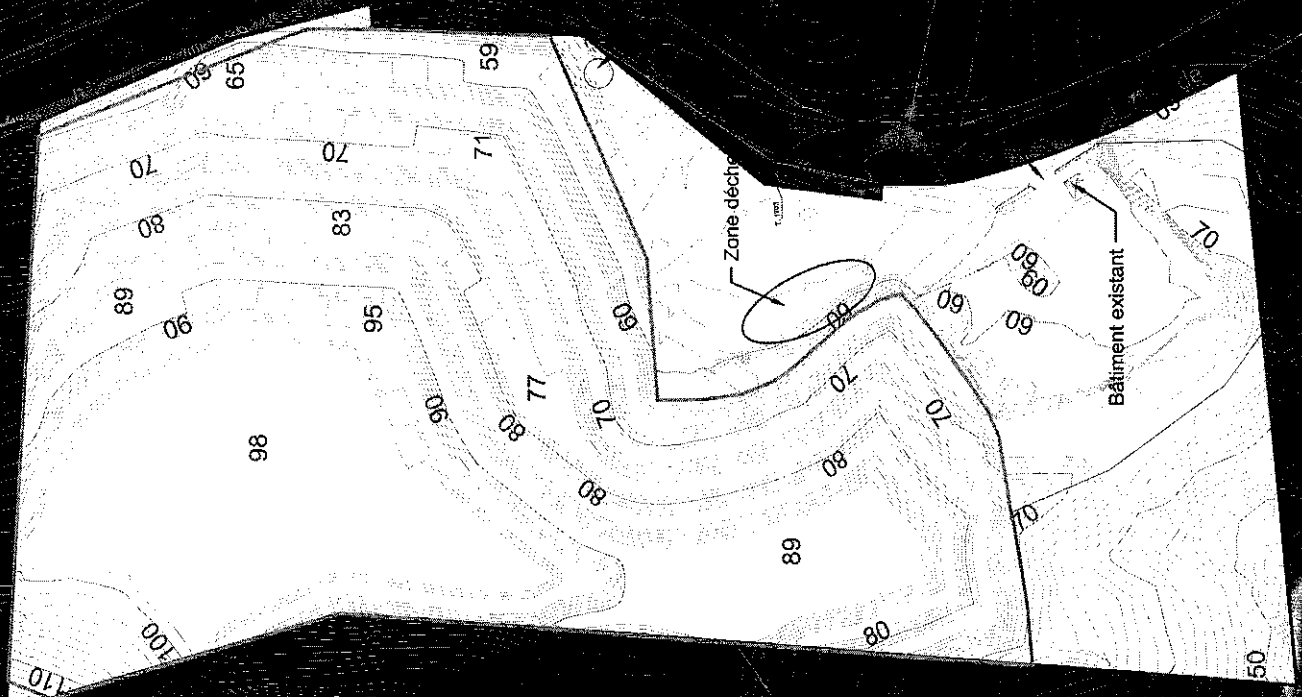
ANNEXE 2
PLANS REGLEMENTAIRES



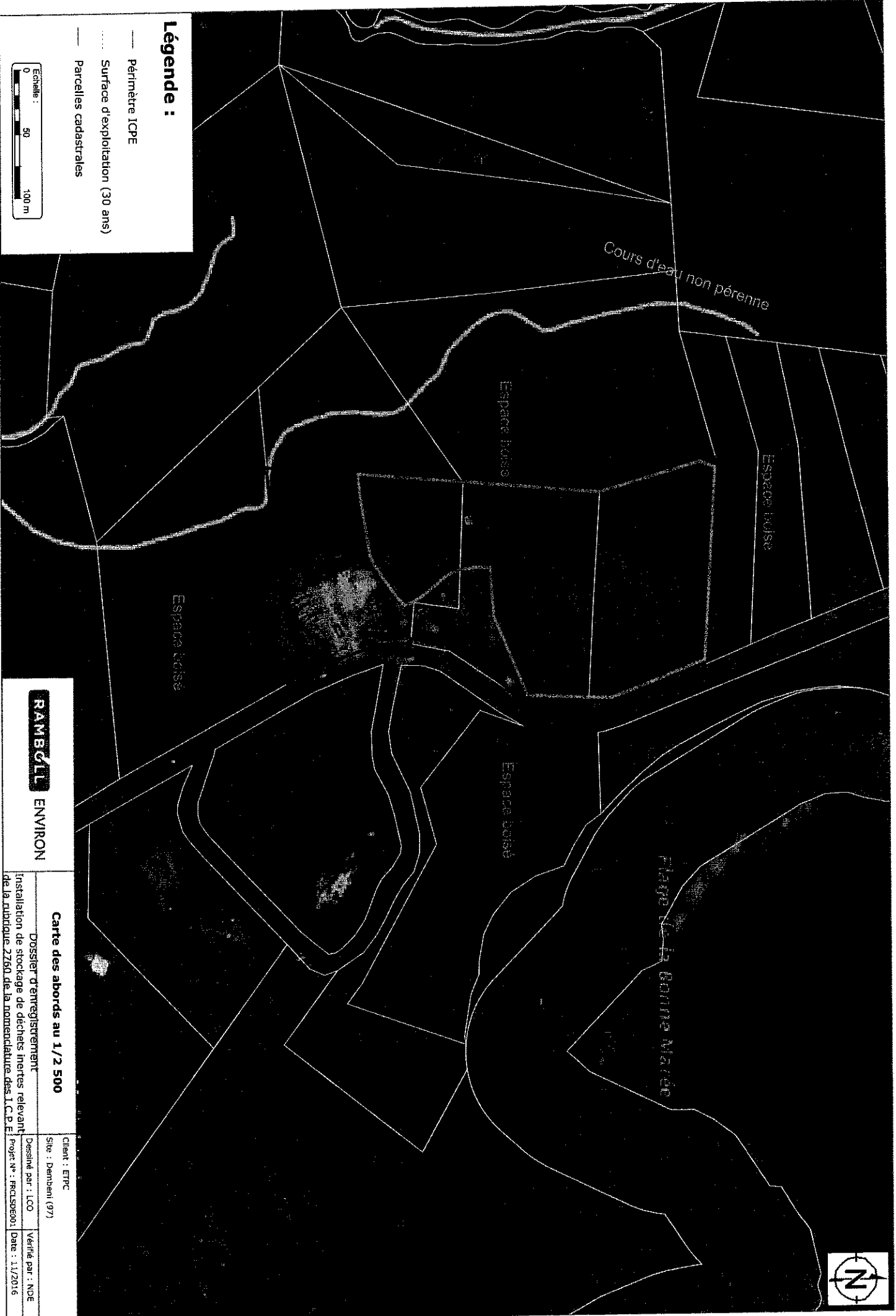
Plan de la Commune

Espace boisé

Plan de la Commune
Échelle: 1/2000
Date: 2010
Projet: Aménagement
Région: ...
Municipalité: ...
Service: ...



Legende:
- - - - -



Légende :

- Périmètre ICPE
- Surface d'exploitation (30 ans)
- Parcelles cadastrales

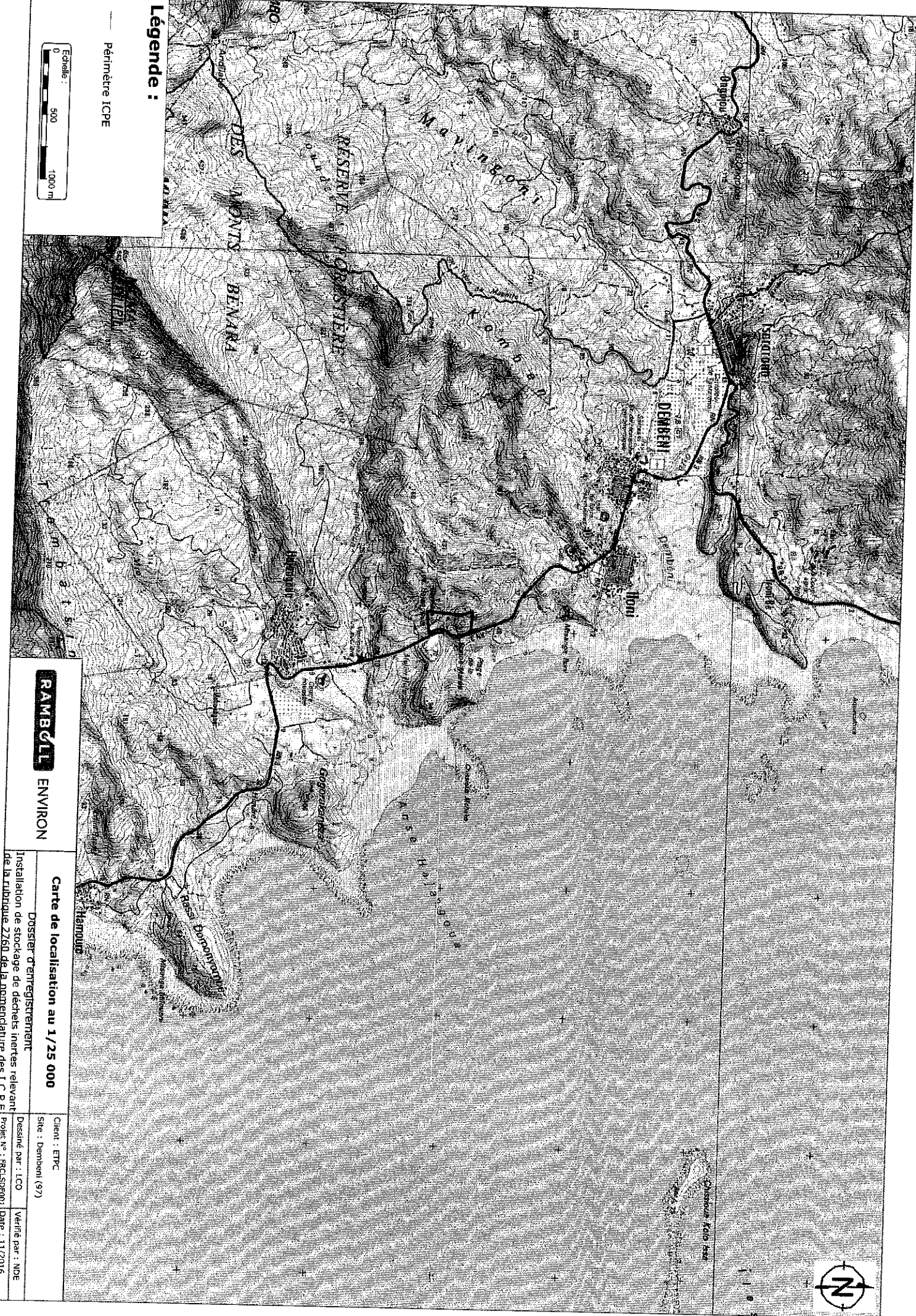


RAMBOLL ENVIRON

Carte des abords au 1/2 500

Dossier d'enregistrement
Installation de stockage de déchets inertes relevant
de la rubrique 2760 de la nomenclature des I.C.P.E.

Client : ETRC	Site : Dambeni (97)
Dessiné par : LCO	Vérrifié par : NDE
Projet n° : RFLCSP001	Date : 11/2016



Légende :

Périmètre ICPE

Echelle : 0 500 1000 m

RAMBOILL ENVIRON

Carte de localisation au 1/25 000

Dossier d'enregistrement

Installation de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des ICPE

Client : ETPC	Dessiné par : LCO	Vérifié par : NDE
Site : Dembeni (97)	Projet N° : FCLSP001	Date : 11/2016

ANNEXE 3
ETUDE GEOLOGIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE

1. LE CONTEXTE GEOLOGIQUE

1.1 Contexte géologique régional

(Source : BRGM)

L'île de Mayotte est le résultat d'une histoire géologique de plus de 10 millions d'années qui a vu se succéder plusieurs phases d'activité volcanique. Du point de vue des morphologies, des épaisseurs des profils d'altération, de l'intensité de l'érosion, du chimisme et de l'âge de ses laves, Mayotte se trouve divisée en plusieurs parties distinctes : elle paraît s'être édifiée autour de plusieurs volcans boucliers dont l'île actuelle ne représenterait que le reliquat émergé.

Simultanément ou successivement se sont aussi déroulés un certain nombre de processus qui ont eux aussi conditionné l'évolution morphologique de l'île :

- l'altération intense des roches sous un climat chaud et humide ;
- l'érosion régressive, les mouvements de masse associés, le ravinement, le creusement des vallées, les accumulations alluviales et colluviales, et l'envasement des baies ;
- les glissements gravitaires de grande ampleur ;
- la subsidence gravitaire de l'île ;
- la construction des récifs coralliens ;
- les régressions et transgressions marines dues aux glaciations quaternaires ;
- la dynamique littorale (courants, houle, vagues) et l'évolution des estrans : plages, cordons caps rocheux ;
- l'évolution anthropique : pression démographique, culture sur brûlis, déforestation, imperméabilisation des sols par les pratiques agricoles et l'urbanisation accélérant l'érosion et l'envasement du lagon.

Les dykes (direction N130) qui matérialisent les conduits d'alimentation du magma vers la surface sont relativement peu nombreux sur l'île de Mayotte. Ils ne constituent jamais de complexe filonien développé et leur densité n'évoque jamais une zone de rift. Leur faible abondance sur l'ensemble de Mayotte suggère que la surface actuelle de l'île est très proche de la surface maximale atteinte par les édifices volcaniques.

Plusieurs éléments clés caractérisent actuellement la géologie de Mayotte :

- la quasi ubiquité des formations volcaniques, majoritairement constituées de laves de type basaltique,
- leur profonde altération, jusqu'à plusieurs dizaines de mètres d'épaisseur, qui se marque fortement dans le paysage,
- les formations sédimentaires sont limitées au récif (calcaires) et à quelques plaines côtières (alluvions).

1.2 Contexte géologique local

Appartenant à la partie méridionale de l'île, le tiers centre-sud de Mayotte se caractérise par des formations laviques très altérées et une topographie moins marquée que le reste de l'île.

Historiquement, le site de Labomaré a été exploité pour ses roches basaltiques au niveau de la carrière d'Hajangoua.

2. LE CONTEXTE HYDROGÉOLOGIQUE

2.1 Contexte hydrogéologique régional

(Source : DDAF de Mayotte)

La structure géologique particulière de Mayotte a de fortes conséquences du point de vue hydrogéologique. En effet, le modèle de Mayotte est sensiblement différent de celui des volcans insulaires basaltiques récents (Réunion, Hawaï...). Il n'existe pas de « nappe de base » mais, au contraire, une structure généralisée en nappes individualisées, y compris en contexte littoral. Ainsi, l'île de Mayotte ne présente pas de grands aquifères continus, aux limites facilement identifiables. Le relief et les effets de l'altération accentuent cette variabilité spatiale.

Schématiquement, il existe 2 grands types de milieux aquifères :

- les milieux aquifères des formations superficielles. Les aquifères localisés à ce jour au sein des formations superficielles correspondent aux vallées entaillant les flancs des anciens volcans structurant l'île,
- les milieux aquifères des formations volcaniques.

Ces milieux intéressent et regroupent un ensemble de terrains divers et variés provenant de l'activité éruptive (produits explosifs, laviques et visqueux.). Les réservoirs volcaniques sont formés d'un empilement de coulées basaltiques, de pyroclastiques, de brèche et de paléosol. Ces formations volcaniques présentent une forte variabilité de leurs propriétés hydrodynamiques au sein d'une même coulée qui s'explique, comme c'est classiquement le cas en milieu basaltique, par la structure interne des coulées, liée à leur mode de mise en place (surface scoriacée, fissures de refroidissement, brèche de base de coulée).

Des niveaux altérés existent également au niveau des interfaces entre coulées lorsque des périodes suffisamment longues d'arrêt du volcanisme se sont produites.

L'ensemble de ces structures est à l'origine d'un compartimentage des aquifères qui se marque par le caractère captif de la plupart des aquifères voire, localement, leur artésianisme et par la présence de « limites étanches » mises en évidence lors de l'interprétation des pompages d'essai.

A noter que les aquifères profonds (> 120 m) ne sont pas encore connus à Mayotte, faute de forages assez profonds.

2.2 Contexte hydrogéologique local

Le contexte hydrogéologique au droit du site n'est pas connu avec certitude.

D'après les données de suivi du BRGM sur la hauteur d'eau dans les captages les plus proches du site (Cf. chapitre suivant) et d'études réalisées dans le cadre du projet de carrière de Dembéni, la cote de la nappe est située entre 4 et 1 m NGM si la nappe est libre, du fait de la connexion avec la mer.

La nappe serait donc vraisemblablement protégée par une épaisseur de terrains non saturés comprise entre 50 et 100 m suivant la topographie du site.

2.3 Captages d'eau

Gestion des ressources en eau potable

L'eau est peu abondante sur Mayotte. Son approvisionnement provient principalement des eaux de surface. Mais le caractère saisonnier de la pluviométrie rend les rivières irrégulières et les ressources fluctuantes. La gestion de la ressource en eau est donc délicate. Un des moyens trouvés pour pallier à ces variations est le système des retenues collinaires.

Quant aux ressources des nappes phréatiques, elles sont assez mal connues à ce jour, et restent par conséquent peu exploitées.

Ainsi, l'eau distribuée dans la commune de Dembéni provient de la station d'Ourouveni, approvisionnant le centre et le sud de l'île et alimentée par :

- le captage de la rivière Ourouveni,
- le captage de la rivière M'roalé,
- la retenue collinaire de Combani.

Captages présents dans le secteur d'étude

D'après les informations de la Banque de données BSS, organisée et gérée par le BRGM, il n'existe pas de point d'eau au voisinage immédiat du site.

Les plus proches ouvrages exploitant les eaux souterraines dans le secteur d'étude sont présentés dans le tableau suivant. Aucun de ces ouvrages n'est situé en aval hydraulique du site, comme le montre la figure ci-après.

Ouvrages de la BSS Eau identifiés dans un rayon de 1 km (source : Infoterre)

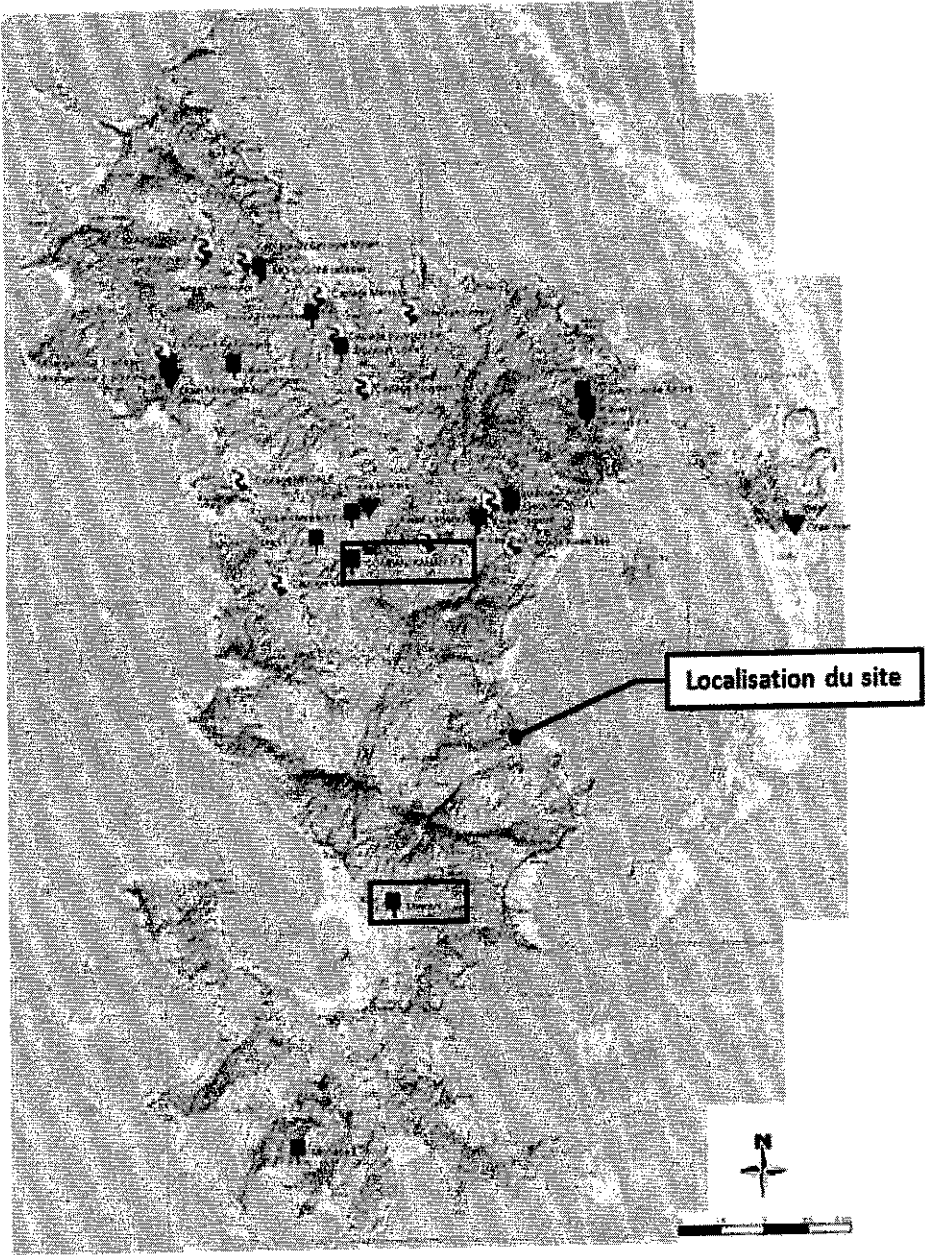
Point BSS Eau	Nature -utilisation - état de l'ouvrage	Profondeur forage (m)	Niveau d'eau (m NGM)	Distance au périmètre ICPE du site
12313X0004/P2	Puits - exploité - eau domestique	6,45	4,08 (1977)	Environ 740 m à l'Ouest
12313X0006/HY	Puits - exploité - eau individuelle	3,95	3,72 (1977)	Environ 245 m au Nord
12313X0007/HY	Source captée - exploité - eau domestique	Non renseigné	0 (1977)	Environ 180 m au Nord
12313X0008/HY	Source non captée - exploité - eau domestique, eau individuelle	Non renseigné	0 (1977)	Environ 320 m au Sud
12313X0009/HY	Source captée - exploité - eau domestique, eau individuelle	Non renseigné	0 (1977)	Environ 930 m au Sud

Périmètre de protection des captages d'alimentation en eau potable

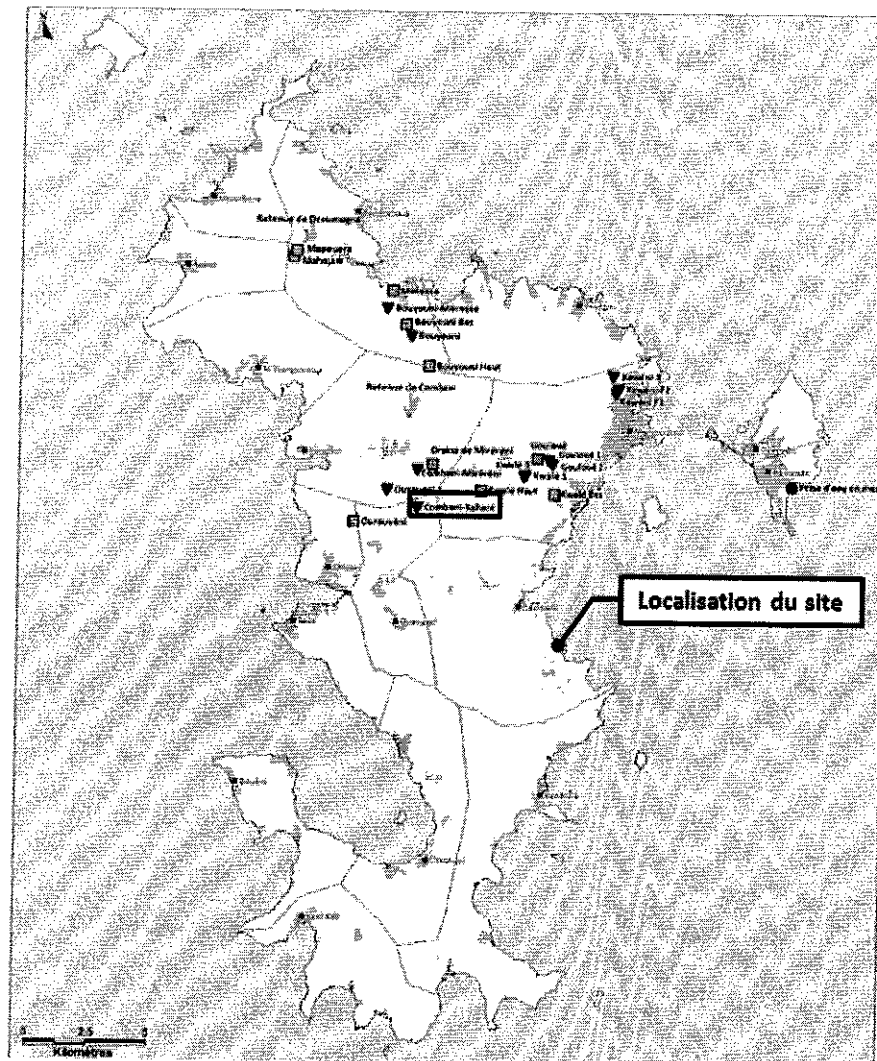
D'après les informations transmises par l'ARS, l'hydrogéologue agréé M. Carré ainsi que le BRGM, les captages d'eau destinés à la consommation humaine les plus proches sont :

- le captage « Mréréni » sur la commune de Chirongui, situé à environ 7 km au Sud-Ouest du site, et qui ne fait pas l'objet de périmètre de protection,
- le captage « Combani-Kahani » sur la commune de Tsingoni, situé à environ 7,3 km au Nord-Ouest du site, et qui a fait l'objet d'une étude préliminaire de définition de périmètre de protection de captage par le SIEAM.

Carte de l'ensemble des captages AEP (source : Hydrogéologue agréé, M. Carré)



Localisation des 24 captages pour lesquels des périmètres de protection ont été définis (source : Hydrogéologue agréée, M. Carré)



Le site d'étude est localisé en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable, notamment celui du captage « Combani-Kahani » sur la commune de Tsingoni. Les forages sont situés à plusieurs kilomètres du site.

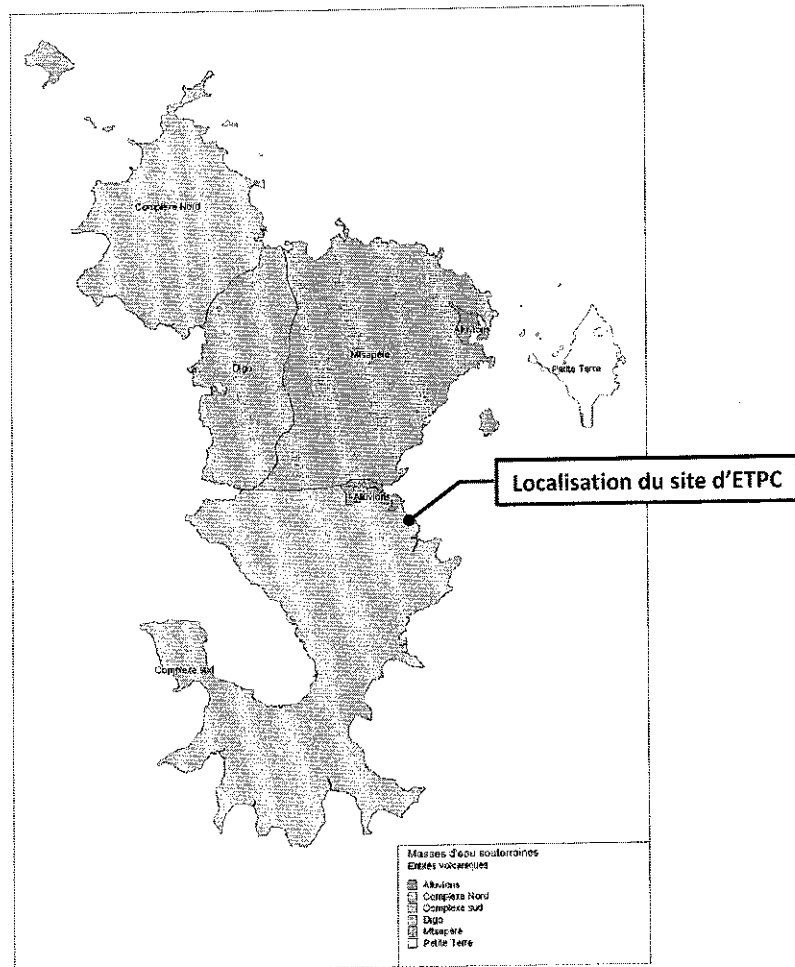
Par ailleurs, huit forages pour l'alimentation en eau potable sont en cours de réalisation sur Grande-Terre d'après le BRGM. La campagne vient d'être terminée, leur équipement est prévu mi 2015. Aucun n'est situé dans le secteur du site.

2.4 Etat qualitatif des eaux souterraines au niveau local

Le secteur d'étude se trouve au droit de la masse d'eaux souterraines considérée au sens du SDAGE Mayotte comme celle du complexe sud.

Cette masse d'eau est peu investiguée et peu de données sont disponibles. Les travaux de reconnaissance (forages, reconnaissances géologiques de terrain) restent limités et ne permettent pas d'établir de cartographie hydrogéologique satisfaisante.

Masses d'eaux souterraines (source Etat des lieux du SDAGE Mayotte)



Les données de synthèse de cette masse d'eau sont présentées dans le tableau suivant.

Fiche de synthèse de la masse d'eaux souterraines complexe du sud

FICHE DE SYNTHÈSE MASSE D'EAU SOUTERRAINE
- EVALUATION DU RISQUE NABE 2015-

Code MESO	9603	Type	édifice volcanique
Nom MESO	Complexe du Sud		

Typologie	Caractéristiques principales		Caractéristiques secondaires			
	Libre seul		Libre & captif associés => maj libre		Karst	
	Captif seul	x	Libre & captif associés => maj captif		Frange littorale	
	Libre et captif dissociés				Regroupement d'entités disjointes	x

Caractérisation intrinsèque		Observations
Vulnérabilité intrinsèque	peu vulnérable	
Temps de renouvellement		
Connexion / milieux aquatiques et écosystèmes terrestres	la partie superficielle de l'aquifère peut être en relation avec le réseau hydrographique (rivière Kwalé)	
Type de recharge naturelle		

BILAN Pressions- Etat- Evaluation du Risque NABE					
Qualitatif	Pression	Pressions - Etat 2005 - Risque 2015	2005	Tendance 2015	Observations
		Etat	Occupation agricole des sols	faible	
		Elevage	faible	→	
		Industrielle	faible	→	
		Domestique	moyenne	→	
		Nitrates	Bon état	→	
		Pesticides	Bon état	→	
		Risque qualitatif de NABE 2015	faible		
Quantitatif	Pression	De prélèvement agricole	faible	→	
		De prélèvement industriel	faible	→	
		De prélèvement AEP	moyenne	→	
		Recharge artificielle	non		
	Etat	Equilibre ressource	Bon équilibre	→	Pas de pressions exercées
		Biseau salé/présence de chlorures	Bon équilibre	→	
		Réglementation ou mesure	Absence		L'eau souterraine à partir de 15-20m de profondeur pourrait être réservée à usage exclusif de l'eau potable
		Risque quantitatif de NABE 2015	faible		

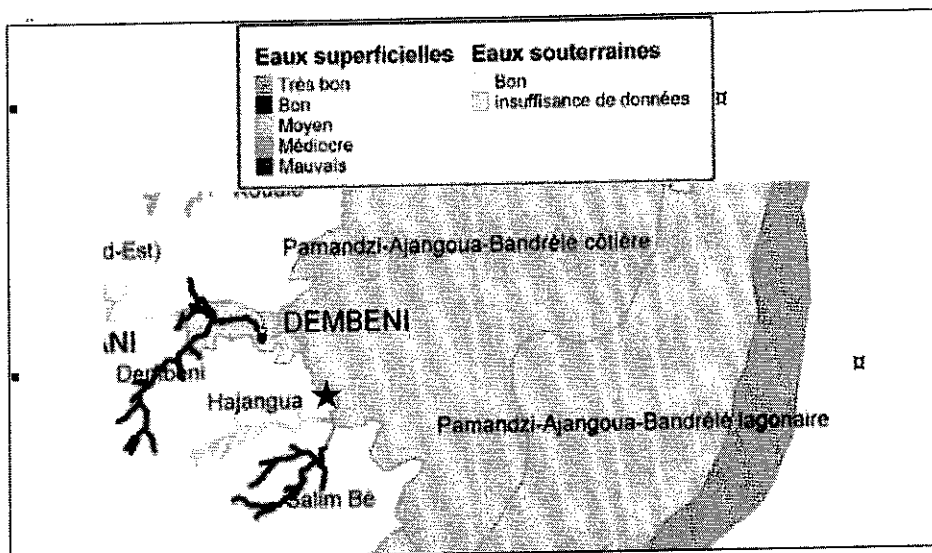
Zones protégées dans la masse d'eau			
Zones sensibles	Captages AEP	en cours (Kwalé)	zones spécifiques

EVALUATION FINALE DU RISQUE NABE

Exposition	14 forages dont 3 AEP : Kwalé, M'ronabeja, Poroani, Bandréli, M'réreni, Kani Keï, Hajangoua (nappe côtière ?)
-------------------	---

Les différentes masses d’eaux recensées au voisinage du site (secteur de Dembéné) et leur état global (chimique et écologique) sont présentés ci-après.

Extrait de la carte de l’état global 2007 des masses d’eau superficielles et souterraines de Mayotte (cours d’eau, plans d’eau et eaux marines et côtières), au voisinage du site de l’étude [source : SDAGE de Mayotte approuvé le 10 décembre 2009, page 8]

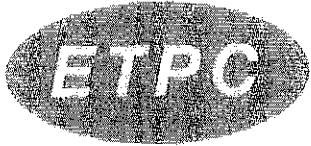


2.5 Etat qualitatif des eaux souterraines au droit du site

Aucune donnée sur l'état qualitatif des eaux souterraines au droit du site n'est disponible.

Dans le cas présent, l'extrapolation des données de la masse d'eau du complexe sud (au sens du SDAGE) à l'échelle du site est peu pertinente dans la mesure où le site correspond à une structure de phonolite (roche magmatique volcanique à structure microlithique fluidale rencontrée généralement sous forme de dôme ou massif).

ANNEXE 4
REPONSES DU PROPRIETAIRE DES TERRAINS ET DE LA MAIRIE DE
DEMBENI SUR LA REMISE EN ETAT DU SITE



Koungou, le 24 octobre 2016

Mairie de Dombéni
Monsieur le Maire
Place de la mairie
97660 Dombéni

Objet : Validation du type d'usage futur après mise à l'arrêt définitif de l'Installation de Stockage des Déchets Inertes de la bonne marée (en projet).
Réf : 0180C/FRA/MHA/2016

Monsieur le Maire,

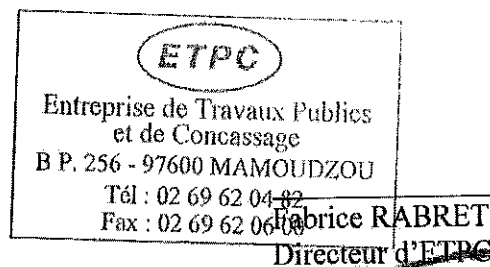
L'instruction, par la DEAL, de notre dossier portant le projet de création d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) au lieu-dit « la bonne marée » nécessite de recueillir l'avis du maire de la commune concernée sur le type d'usage futur après mise à l'arrêt définitif de l'activité (voir synthèse du dossier joint en annexe).

Pour ce faire, nous vous saurions gré de nous donner votre accord sur ce projet en nous retournant le document intitulé « avis du maire de la commune concernant le type d'usage futur après mise à l'arrêt définitif de l'installation de stockage de déchets inertes » ci-joint daté et signé avec la mention « lu et approuvé ».

Dans l'attente de votre retour, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos salutations distinguées.

Pièces jointes :

- Document de présentation du site et du projet de remise en état après arrêt de l'activité,
- Document « avis du maire de la commune concernant le type d'usage futur après mise à l'arrêt définitif de l'installation de stockage de déchets inertes ».





Koungou, le 24 octobre 2016

Mme Andrée MAROT
9, rue des télécoms
97615 PAMANDZI

Objet : Validation du type d'usage futur après mise à l'arrêt définitif de l'Installation de Stockage des Déchets Inertes de la bonne marée (en projet).

Réf : 0179C/FRA/MHA/2016

Madame,

L'instruction, par la DEAL, de notre dossier portant le projet de création d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) au lieudit « la bonne marée » nécessite de recueillir l'avis du propriétaire du terrain concerné sur le type d'usage futur après mise à l'arrêt définitif de l'activité (voir synthèse du dossier joint en annexe).

Pour ce faire, nous vous saurions gré de nous donner votre accord sur ce projet en nous retournant le document intitulé « avis du propriétaire du terrain concernant le type d'usage futur après mise à l'arrêt définitif de l'installation de stockage de déchets inertes » ci-joint daté et signé avec la mention « lu et approuvé ».

Dans l'attente de votre retour, nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Pièces jointes :

- Document de présentation du site et du projet de remise en état après arrêt de l'activité,
- Document « avis du propriétaire du terrain concernant le type d'usage futur après mise à l'arrêt définitif de l'installation de stockage de déchets inertes ».



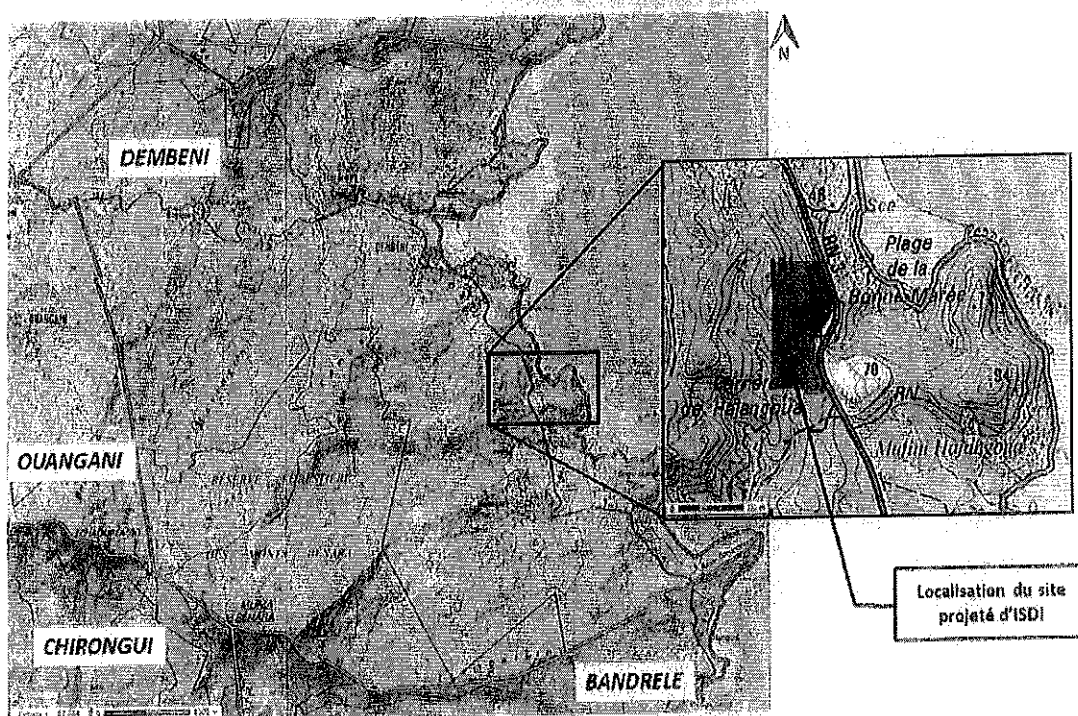
1/1

Document de présentation du site et du projet de remise en état

1. Localisation du site

Le projet de création de l'Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) ETPC se localise sur la commune de Dembéné, au sud de la commune de Mamoudzou, dans le département de Mayotte (976).

Il se situe plus précisément au niveau du lieu-dit « La Bonne Marée » ou « Labomaré » au niveau de l'ancienne carrière de Hajangua et au bord de la RN3.



Le périmètre de l'installation classée ISDI représente une surface totale de 52 361 m².

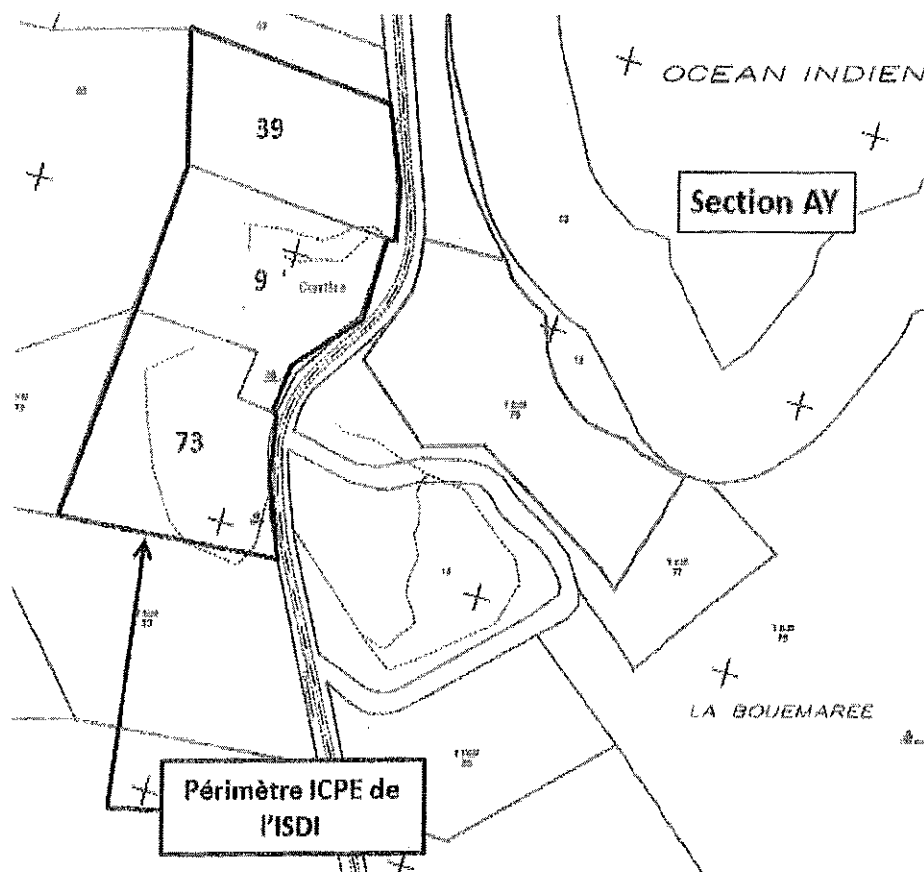
Le site est situé sur les parcelles cadastrales n°9, 39 et 73 de la section cadastrale AY de la commune de Dembéné.

La parcelle 73 est actuellement occupé par une activité de dépôt / vente de parpaings gérée par ETPC. Cette activité ne relève pas de la nomenclature ICPE mais est intégré au périmètre ICPE pour des raisons pratiques (gestion de la clôture du site, gestion commune des eaux pluviales et usées).

L'emprise du projet occupe les parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelle	Surface (m ²)
DEMBENI	AY	9	17 689
DEMBENI	AY	39	15 199
DEMBENI	AY	73	19 473
		TOTAL	52 361

Dans le cadre de ce projet, ETPC loue à la société Colas la parcelle 9 de la section cadastrale AY de la commune de Dombéni. Les autres parcelles cadastrales concernées par l'emprise du site (AY 39 et 73) sont louées à la famille MAROT.



2. Description du projet

Les déchets proviendront à 100% de chantiers du BTP.

Le site accueillera un volume maximum de 308 000 m³ de déchets inertes au terme des 30 années sollicitées. La capacité moyenne est donc de $308\ 000 / 30 = 10\ 266\ \text{m}^3 / \text{an}$. La hauteur des stocks a été calée sur la topographie des terrains voisins afin de reconstituer le caractère paysager local.

Le phasage sera réalisé en 6 grandes phases quinquennales, dont les plans figurent en annexe du présent courrier.

3. Contexte réglementaire

Les modalités auxquelles est soumis l'exploitant d'une ISDI pour la remise en état du site après mise à l'arrêt définitif sont définies dans les articles 32 à 34 de l'Arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des ICPE.

Les prescriptions sont fixées par arrêté préfectoral compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. L'inspecteur des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

4. Mesures de remise en état du site ETPC

Le réaménagement du site sera réalisé au fur et à mesure de l'exploitation du site en redonnant au site des pentes qui épousent la topographie locale. En revanche compte tenu de la topographie du site et du plan de phasage envisagé, la remise en état finale (avec régalinge de terres et mise en place d'un couvert herbacé) ne pourra être réalisée qu'à la fin des 30 ans d'exploitation.

La remise en état comportera au moins :

- la mise en sécurité des fronts de taille restants ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et d'une manière générale la suppression des structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage,
- la revégétalisation des zones réaménagées et la mise en place de mesures de réduction et de compensation de l'impact sur la faune et la flore,

Les installations associées à l'exploitation de l'ISDI seront supprimées. S'agissant des autres installations (dépôt parpaings sur la parcelle AY 73) ETPC n'exclue pas de continuer leur exploitation après la remise en état final de l'ISDI.

L'insertion paysagère sera réalisée par :

- la mise en place d'un merlon paysager le long de la route nationale 3,
- le boisement de zones stratégiques afin de limiter l'impact visuel des terres mises à nues.

La revégétalisation des talus se fera par la mise en place de dalles d'herbe ou avec la technique d'hydroseeding, technique déjà mise en place sur la carrière ETPC de Koungou (sur une surface d'environ 2 ha) et qui permet une bonne couverture quel que soit le support. L'apport d'une couche de terre fertile extérieure pourra être mise en place en complément ou supplément de la technique d'hydroseeding.

Le choix des espèces retenues pour le boisement et l'hydroseeding sera effectué par un écologue compétent.

Usage futur du site : ETPC envisage en effet de prolonger le bail de l'ensemble des parcelles du projet à l'issue de l'exploitation de l'ISDI afin de conserver et d'agrandir l'activité de dépôt-vente de parpaings. L'ancienne zone d'exploitation sera donc entièrement clôturée.

Il est à noter que la société ETPC a les réserves financières suffisantes pour effectuer en temps voulu les études préalables à la remise en état du site ainsi que les travaux de remise en état qui pourraient s'avérer nécessaires.

Objet : Avis du propriétaire du terrain concernant le type d'usage futur après mise à l'arrêt définitif de l'installation de stockage de déchets inertes (en projet).

Contexte réglementaire : Arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des ICPE

Je soussigné, Madame Andrée MAROT, agissant en qualité de propriétaire du terrain concerné (976), certifie avoir pris connaissance et accepté la proposition d'usage futur après mise à l'arrêt définitif de l'installation de stockage de déchets inertes d'ETPC (en projet) situé sur le territoire de la commune de Dembéni au niveau du lieu-dit « La Bonne Marée » ou « Labomaré » (parcelles cadastrales n° AY9, AY39 et AY73).

Fait à Pamandzi, le 01 Décembre 2016

Lu et approuvé

Visa :

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and strokes, positioned to the right of the word 'Visa'.

Madame MAROT Andrée
Rue des Télécoms
97615 PAMANDZI
Tél : 02 62 60 03 21

Pamandzi le 30 novembre 2016

E T P C
Entreprise de Travaux Publics
et de Concassage
BP 256
97600 MAMOUDZOU

Objet : Votre projet d'Installation de Stockage de Déchets Inertes sur le terrain AY 39.
V/réf : Courrier du 24 octobre 2016.

Après concertation avec l'Indivision MAROT Frères et Sœurs, je suis disposée à vous accorder l'autorisation pour votre projet d'Installation de Stockage de déchets Inertes sur la parcelle AY 39 située à Hajangua, commune de Dembeni pour une période de 30 ans à compter du jour d'obtention des autorisations nécessaires à l'ouverture de cette installation. Je vous informe que je suis la seule habilité à vous accorder cette autorisation mais que je ne serai la pleine propriétaire de cette parcelle que le 1^{er} octobre 2020 ; jusqu'à cette date la parcelle est en indivision, gérée par M.PENN Raymond, 16, allée des saintpaulias, 97490 Sainte Clotilde.

Dès accord sur le montant du loyer lié à la nouvelle affectation de la parcelle AY 39, je vous adresserai l'autorisation.

Andrée MAROT



Objet : Avis du Maire de la commune de Dombéni (976) concernant le type d'usage futur après mise à l'arrêt définitif de l'installation de stockage de déchets inertes (en projet).

Contexte réglementaire : Arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des ICPE

Je soussigné, Monsieur Ambdi Hamada Jouwaou, agissant en qualité de Maire de la commune de Dombéni (976), certifie avoir pris connaissance et accepté la proposition d'usage futur après mise à l'arrêt définitif de l'installation de stockage de déchets inertes d'ETPC (en projet) situé sur le territoire de la commune de Dombéni au niveau du lieu-dit « La Bonne Marée » ou « Labomaré » (parcelles cadastrales n° AY9, AY39 et AY73).

Fait à Dombéni, le

28 / 11 / 2016

Visa :

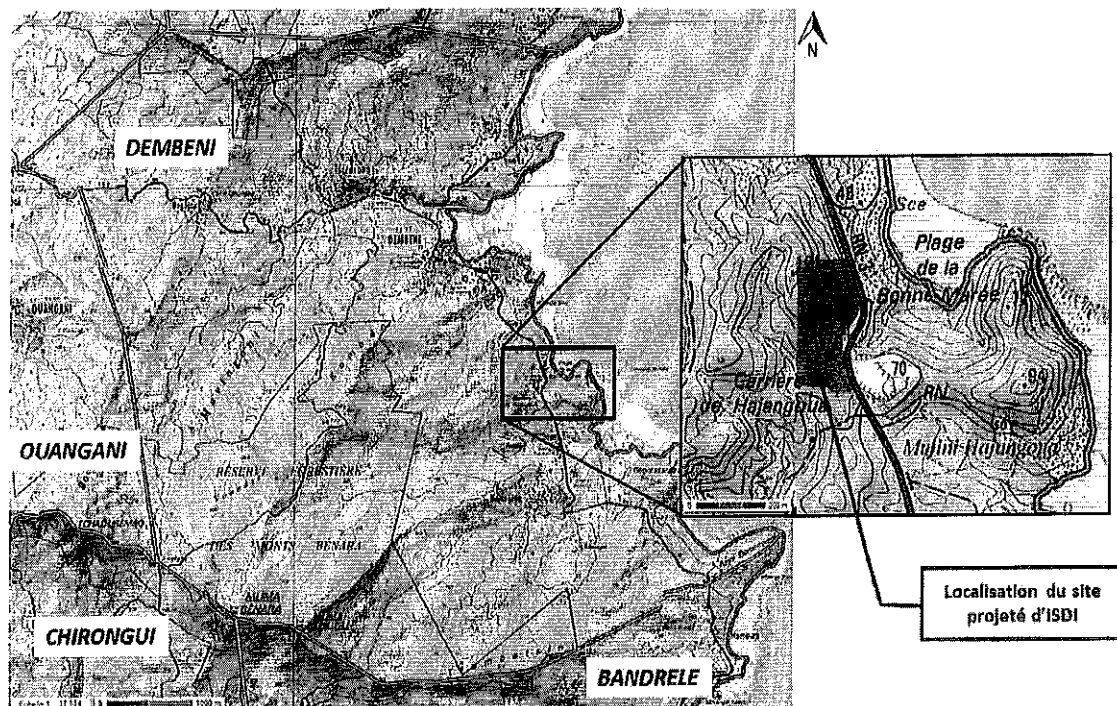


Document de présentation du site et du projet de remise en état

1. Localisation du site

Le projet de création de l'Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) ETPC se localise sur la commune de Dembéné, au sud de la commune de Mamoudzou, dans le département de Mayotte (976).

Il se situe plus précisément au niveau du lieu-dit « La Bonne Marée » ou « Labomaré » au niveau de l'ancienne carrière de Hajangoua et au bord de la RN3.



Le périmètre de l'installation classée ISDI représente une surface totale de 52 361 m².

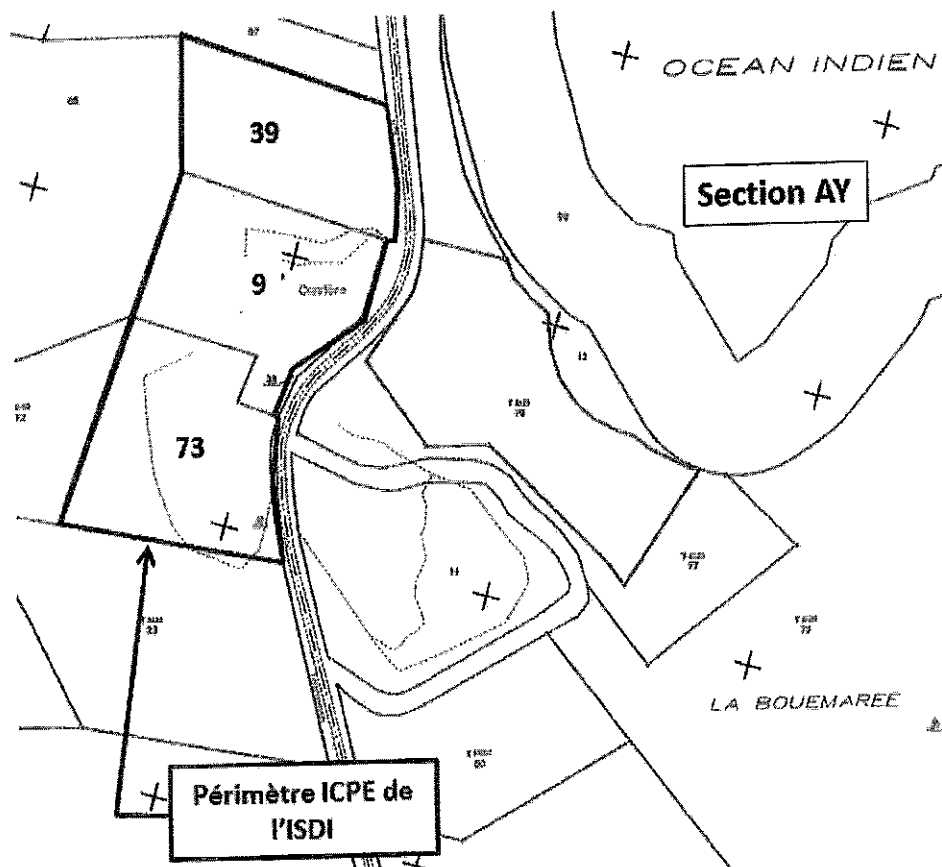
Le site est situé sur les parcelles cadastrales n°9, 39 et 73 de la section cadastrale AY de la commune de Dembéné.

La parcelle 73 est actuellement occupé par une activité de dépôt / vente de parpaings gérée par ETPC. Cette activité ne relève pas de la nomenclature ICPE mais est intégré au périmètre ICPE pour des raisons pratiques (gestion de la clôture du site, gestion commune des eaux pluviales et usées).

L'emprise du projet occupe les parcelles suivantes :

Commune	Section	Parcelle	Surface (m ²)
DEMBENI	AY	9	17 689
DEMBENI	AY	39	15 199
DEMBENI	AY	73	19 473
		TOTAL	52 361

Dans le cadre de ce projet, ETPC loue à la société Colas la parcelle 9 de la section cadastrale AY de la commune de Dombéni. Les autres parcelles cadastrales concernées par l'emprise du site (AY 39 et 73) sont louées à la famille MAROT.



2. Description du projet

Les déchets proviendront à 100% de chantiers du BTP.

Le site accueillera un volume maximum de 308 000 m³ de déchets inertes au terme des 30 années sollicitées. La capacité moyenne est donc de $308\ 000 / 30 = 10\ 266\ \text{m}^3 / \text{an}$. La hauteur des stocks a été calée sur la topographie des terrains voisins afin de reconstituer le caractère paysager local.

Le phasage sera réalisé en 6 grandes phases quinquennales, dont les plans figurent en annexe du présent courrier.

3. Contexte réglementaire

Les modalités auxquelles est soumis l'exploitant d'une ISDI pour la remise en état du site après mise à l'arrêt définitif sont définies dans les articles 32 à 34 de l'Arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des ICPE.

Les prescriptions sont fixées par arrêté préfectoral compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. L'inspecteur des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

4. Mesures de remise en état du site ETPC

Le réaménagement du site sera réalisé au fur et à mesure de l'exploitation du site en redonnant au site des pentes qui épousent la topographie locale. En revanche compte tenu de la topographie du site et du plan de phasage envisagé, la remise en état finale (avec régalaage de terres et mise en place d'un couvert herbacé) ne pourra être réalisée qu'à la fin des 30 ans d'exploitation.

La remise en état comportera au moins :

- la mise en sécurité des fronts de taille restants ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et d'une manière générale la suppression des structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage,
- la revégétalisation des zones réaménagées et la mise en place de mesures de réduction et de compensation de l'impact sur la faune et la flore,

Les installations associées à l'exploitation de l'ISDI seront supprimées. S'agissant des autres installations (dépôt parpaings sur la parcelle AY 73) ETPC n'exclue pas de continuer leur exploitation après la remise en état final de l'ISDI.

L'insertion paysagère sera réalisée par :

- la mise en place d'un merlon paysager le long de la route nationale 3,
- le boisement de zones stratégiques afin de limiter l'impact visuel des terres mises à nues.

La revégétalisation des talus se fera par la mise en place de dalles d'herbe ou avec la technique d'hydroseeding, technique déjà mise en place sur la carrière ETPC de Koungou (sur une surface d'environ 2 ha) et qui permet une bonne couverture quel que soit le support. L'apport d'une couche de terre fertile extérieure pourra être mise en place en complément ou supplément de la technique d'hydroseeding.

Le choix des espèces retenues pour le boisement et l'hydroseeding sera effectué par un écologue compétent.

Usage futur du site : ETPC envisage en effet de prolonger le bail de l'ensemble des parcelles du projet à l'issue de l'exploitation de l'ISDI afin de conserver et d'agrandir l'activité de dépôt-vente de parpaings. L'ancienne zone d'exploitation sera donc entièrement clôturée.

Il est à noter que la société ETPC a les réserves financières suffisantes pour effectuer en temps voulu les études préalables à la remise en état du site ainsi que les travaux de remise en état qui pourraient s'avérer nécessaires.

ANNEXE 5
NOTICE SUR LES MESURES MISES EN ŒUVRE POUR REDUIRE L'IMPACT
SUR L'ENVIRONNEMENT



Décembre 2017

**NOTICE DE PRESENTATION DES MESURES MISES
EN ŒUVRE POUR REDUIRE L'IMPACT SUR
L'ENVIRONNEMENT**

Article 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014

I- MESURE DE REDUCTION DES IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT

1- Circulation et trafic

Le trafic généré par les travaux correspond à 10 camions par jour en moyenne. Ce trafic est très faible comparé au trafic observé en heure de pointe sur la RN3 au droit du site : trafic moyen journalier annuel compris entre 4 000 et 5 000 véhicules (source : Direction de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Mayotte – 2010).

Par ailleurs, une signalétique adaptée et nécessaire sera mise en place afin d'indiquer la sortie et la traversée d'engins de chantier et de transport de matériaux pour prévenir tout risque d'accident de la circulation. Cette signalétique consistera en la mise en place de panneaux de signalisation (danger, ralentissement, chantier, ...) et de panneaux lumineux indiquant l'entrée et la sortie du chantier.

2- Envol de poussière

Afin de réduire les émissions de poussières sur le site, les préconisations suivantes seront respectées:

- les bennes seront couvertes pour éviter la dispersion des poussières,
- la vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h sur le site
- l'arrosage des pistes et des zones de stockage permettra de réduire les envols de particules en cas de forts vents et d'une sécheresse importante,
- les haies paysagères existantes en bordure de site (Cf. dossier plans) feront écran à la dispersion de poussières en direction de la route.

Les voiries et les aires techniques internes seront revêtues de GNT compacté de façon à ce que les camions se salissent le moins possible au cours de leur évolution sur le site. Ces voies seront maintenues propres grâce à un dispositif d'arrosage couplé à la présence d'un rotoluve à proximité du local d'accueil.

3- Le bruit

Le bruit engendré par le site sera émis par les engins du site (engins de terrassement et de transport de matériaux, avertisseurs de recul, ...). L'impact du site sera faible étant donné l'absence de cibles à proximité du site (première habitation située à 300 m environ).

Cela étant, des mesures seront mises en place pour limiter le bruit du site. En particulier les rotations de camions ne s'effectueront en aucun cas hors :

- des jours d'ouverture. Le site sera fermé les samedis, dimanches et jours fériés,
- des horaires d'ouverture et de fonctionnement :
 - o de 07h00 à 12h00 et 13h00 à 15h30 du lundi au jeudi,

- o de 07h00 à 12h00 et 13h00 à 12h00 le vendredi.

4- Gestion des eaux (consommation et rejets)

L'activité de stockage de DI n'est pas une activité consommatrice d'eau. De plus, dans notre cas le personnel affecté sera le même que le personnel de l'activité dépôt/vente de blocs et d'agrégats existant sur le site. Idem pour les vestiaires et sanitaires. L'eau d'arrosage en saison sèche proviendra du bassin de décantation des eaux pluviales de la carrière de M'tsamoudou.

Les eaux pluviales tombant sur le site seront collectés par le caniveau qui se trouve le long du site et sur son niveau le plus bas pour être ensuite dirigées, par gravité, vers le bassin de décantation à la sortie du site (cf. dossier plans). Elles seront ainsi décantées avant de repasser dans le milieu naturel et vers le caniveau de la RN.

Aucun déchet ni autre produit pouvant polluer ces eaux ne sera stocké sur le site. L'absence d'engin permanent sur le site réduit sensiblement le risque de pollution par hydrocarbures. Le chargeur qui intervient par campagnes est équipé de kit anti-pollution de secours (bac et absorbants) pour neutraliser les déversements accidentels d'hydrocarbures ou d'huiles.

5- Insertion paysagère du site

Pour limiter l'impact paysager du site au cours de son exploitation, les mesures suivantes seront prises :

- préservation du talus existant côté route nationale qui constitue un écran visuel de la partie basse de la zone de remblaiement.
- les périphéries du site seront densément boisées afin de poursuivre l'ambiance et la qualité de l'espace planté offert par la montagne,
- Le défrichement sera effectué par phase, en fonction de l'avancement de la zone de stockage des déchets.

Des mesures paysagères supplémentaires sont prévues pour l'insertion paysagère du site en fin d'exploitation:

- la mise en place d'un merlon paysager le long de la route nationale 3,
- le boisement de zones stratégiques afin de limiter l'impact visuel des terres mises à nues.

Le choix des espèces retenues (des espèces indigènes) pour le boisement sera effectué par un écologue compétent.

II- MODALITES D'APPROVISIONNEMENT ET DE TRANSFERT DES DECHETS

La présente installation est destinée uniquement aux déchets de chantier et à la terre non polluée. Même si elle est réservée en priorité aux sociétés ETPC et Colas Mayotte, toute société peut être acceptée si elle respecte la procédure d'acceptation préalable et en fonction des capacités de stockage disponible.

Elle sera ouverte uniquement durant les horaires de travail du personnel du dépôt de vente de parpaings et de granulats indiqués ci- dessus.

Les gabarits des camions entrant et transportant les déchets varieront du petit camion de 1,5 tonne d'un artisan au camion benne 26 tonnes des sociétés du BTP ou de transport.

III- AMENAGEMENTS

Le site, comprenant également le dépôt/vente de parpaings et de granulats d'ETPC est entièrement clôturé et fermé en dehors des horaires d'ouverture. L'accès se fait directement par la RN3 à travers un portail métallique.

L'accès à la zone des déchets inertes se fait par une piste en GNT compacté traversant le dépôt.

Le site est équipé d'un pont bascule.

IV- TECHNIQUES D'EXPLOITATION

1- Engin d'exploitation

Le pont bascule situé à l'entrée du dépôt/vente de parpaings et d'agrégats. Les camions entrants, chargés de déchets passent d'abord par cette bascule, le caissier prend son poids, enregistre, vérifie son chargement et lui indique le lieu de déchargement.

Le chargeur intervient par campagne pour la mise en stock définitive des déchets et l'étalement des tas. En effet, ils ne sont pas déchargés directement vers la zone de stockage mais déchargés et stockés en cordons de petite hauteur et de longueur variable avant d'être étalés.

Cela doit permettre d'effectuer un contrôle visuel des DI.

2- Procédure d'acceptation préalable

La même procédure que celle utilisée dans nos carrières pour l'acceptation des déchets inertes extérieurs (remblaiement des trous d'excavation) sera utilisée (cf. annexe F). Cette procédure comprend notamment les informations sur le producteur des déchets, le transporteur et toutes les informations nécessaires au

remplissage du bordereau de suivi des déchets. Y sont explicitées également le contrôle du chargement ainsi que le déchargement dans la zone de vidage.

3- Mise en œuvre des déchets

Les déchets acceptés seront conformes à la réglementation en vigueur en la matière (voir dossier de demande d'enregistrement).

Leur mise en stock définitif s'effectuera conformément au plan de phasage (cf. dossier plan du dossier de demande d'enregistrement) de façon homogène sur l'ensemble du site. Ils seront poussés depuis le haut de la plateforme par le chargeur. Un dernier contrôle visuel sera réalisé à cette occasion.

Un registre de suivi des déchets comprenant notamment les types, quantités, provenance de déchets et leur zone de stockage sera renseigné au fur et à mesure de l'exploitation.

ANNEXE 6
RECEPISSE DEMANDE DE DEFRICHEMENT



PREFET DE MAYOTTE

**Direction de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt
de Mayotte**

ETPC

BP 256

Service Développement des Territoires Ruraux (SDTR)
Unité Forêt

97600 MAMOUDZOU

Dossier suivi par : Daniel LESUR

Tél : 02 69 61 12 13

Courriel : daniel.lesur@agriculture.gouv.fr

Objet : Demande d'autorisation de défrichement

Réf. : DL/SDTR2017-009

Mamoudzou, le 06 février 2017

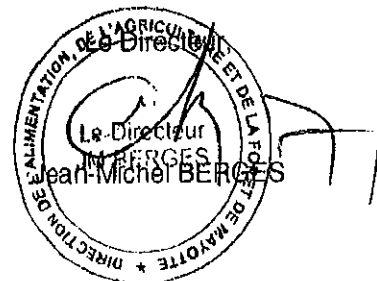
Monsieur,

Par courrier en date du 24 janvier 2017, vous avez bien voulu introduire une demande de dérogation à l'interdiction générale de défrichement conformément à l'article L.375-4 et R.375-2 du code forestier pour des travaux de stockage de déchets inertes sur la commune de Dembeni (section cadastrale AY n°39).

La demande incomplète ne peut être instruite en l'état. Aussi, je vous prie de bien vouloir trouver l'imprimé « Cerfa » ad hoc à nous retourner dûment complété avec les pièces manquantes suivantes, à savoir ;

- La désignation, la localisation et la surface de chaque parcelle et, s'il y a lieu, l'indication précise de la fraction à défricher ;
- Selon les cas, l'étude d'impact ou la notice prévue par les articles R. 122-3 et R. 122-9 du code de l'environnement ;
- Une déclaration de l'auteur de la demande indiquant si, à sa connaissance, les terrains ont été ou non parcourus par un incendie durant les quinze années précédant l'année de la demande.

Restant à votre disposition pour toute information supplémentaire, je vous prie de recevoir, Monsieur, mes salutations distinguées.



Copie(s) :
- scan unité Forêt.....
- chrono SDTR



Koungou, le 07 mai 2018

DAAF Mayotte,
15, rue Mariazé
97600 Mamoudzou

N/Réf: 0054BE/MHA/2018

BORDEREAU D'ENVOI

Monsieur,

Nous vous prions de trouver ci-joint :

DESIGNATION	QUANTITE	OBSERVATION
Dépôt de dossier : Demande d'autorisation de défrichage pour une installation de stockage de déchets inertes à Itoni - compléments du dossier initial du 24 janvier 2017 -	1	

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.



ETPC KOUNGOU

DAAF Mayotte

Je soussigné Remy Farcy, chef
du SDTR, avons réceptionné le
14 Mai 2018, du dossier susvisé

